



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/50/18
10 octobre 2006

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Cinquantième réunion
New Delhi, 6-10 novembre 2006

AMENDEMENTS AU PROGRAMME DE TRAVAIL DU PNUE POUR L'ANNÉE 2006

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

Par souci d'économie, le présent document a été imprimé en nombre limité. Aussi les participants sont-ils priés de se munir de leurs propres exemplaires et de s'abstenir de demander des copies supplémentaires.

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SÉCRÉTARIAT DU FONDS

1. Le PNUE demande au Comité exécutif d'approuver le montant de 2 940 707 \$US, plus 122 915 \$US de frais d'appui d'agence, au titre des amendements à son programme de travail de l'année 2006.

2. Les activités proposées dans le cadre des amendements au programme de travail du PNUE sont présentées ci-dessous, au tableau 1 :

Tableau 1 : Amendements au programme de travail du PNUE

Pays	Activité/Projet	Montant demandé \$US	Montant recommandé \$US
SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GLOBALE			
A1. Préparation des plans de gestion de l'élimination finale dans douze pays à faible volume de consommation :			
Belize	Préparation de projet d'un plan de gestion de l'élimination finale	15 000	15 000
Cambodge	Préparation de projet d'un plan de gestion de l'élimination finale	15 000	15 000
Cap-Vert	Préparation de projet d'un plan de gestion de l'élimination finale	30 000	30 000
Guatemala	Préparation de projet d'un plan de gestion de l'élimination finale	15 000	15 000
Maldives	Préparation de projet d'un plan de gestion de l'élimination finale	15 000	15 000
Mozambique	Préparation de projet d'un plan de gestion de l'élimination finale	30 000	30 000
Népal	Préparation de projet d'un plan de gestion de l'élimination finale	15 000	15 000
Pérou	Préparation de projet d'un plan de gestion de l'élimination finale	15 000	15 000
Sao Tomé-et-Principe	Préparation de projet d'un plan de gestion de l'élimination finale	30 000	30 000
Suriname	Préparation de projet d'un plan de gestion de l'élimination finale	15 000	15 000
Tanzanie	Préparation de projet d'un plan de gestion de l'élimination finale	17 000	17 000
Samoa	Préparation de projet d'un plan de gestion de l'élimination finale	30 000	30 000
Sous-total pour la préparation de projet :		242 000	242 000
A2. Reconstitution des projets de renforcement des institutions			
tonnes PAO			
Bahamas	Prolongation du projet de renforcement des institutions, phase III :	s.o.	60 000
Burkina Faso	Prolongation du projet de renforcement des institutions, phase VII	s.o.	72 410
Burundi	Prolongation du projet de renforcement des institutions, phase IV	s.o.	60 000
Cap-Vert	Prolongation du projet de renforcement des institutions, phase II	s.o.	60 000
Tchad	Prolongation du projet de renforcement des institutions, phase III	s.o.	60 000
Îles Cook	Prolongation du projet de renforcement des institutions, phase II	s.o.	15 000
La Dominique	Prolongation du projet de renforcement des institutions, phase III	s.o.	60 000
Éthiopie	Prolongation du projet de renforcement des institutions, phase IV	s.o.	60 000
Fidji	Prolongation du projet de renforcement des institutions, phase V	s.o.	60 000
Gabon	Prolongation du projet de renforcement des institutions, phase V	s.o.	60 000

Pays	Activité/Projet		Montant demandé \$US	Montant recommandé \$US
Grenade	Prolongation du projet de renforcement des institutions, phase III	s.o.	60 000	60 000
Haïti	Prolongation du projet de renforcement des institutions, phase II	s.o.	100 000	100 000
Honduras	Prolongation du projet de renforcement des institutions, phase V	s.o.	60 000	60 000
Kirghizistan	Prolongation du projet de renforcement des institutions, phase III	s.o.	115 830	115 830
Laos	Prolongation du projet de renforcement des institutions, phase III	s.o.	60 000	60 000
Maldives	Prolongation du projet de renforcement des institutions, phase IV	s.o.	60 000	60 000
Mali	Prolongation du projet de renforcement des institutions, phase IV	s.o.	60 677	60 677
Îles Marshall	Prolongation du projet de renforcement des institutions, phase II	s.o.	30 000	30 000
Mongolie	Prolongation du projet de renforcement des institutions, phase IV	s.o.	60 000	60 000
Mozambique	Prolongation du projet de renforcement des institutions, phase III	s.o.	80 800	80 800
Nauru	Prolongation du projet de renforcement des institutions, phase II	s.o.	15 000	15 000
Népal	Prolongation du projet de renforcement des institutions, phase IV	s.o.	60 000	60 000
Niue	Prolongation du projet de renforcement des institutions, phase II	s.o.	15 000	15 000
Rwanda	Prolongation du projet de renforcement des institutions, phase II	s.o.	60 000	60 000
Saint Vincent-et-Grenadines	Prolongation du projet de renforcement des institutions, phase III	s.o.	60 000	60 000
Sao Tomé-et-Principe	Prolongation du projet de renforcement des institutions, phase II	s.o.	60 666	60 666
Suriname	Prolongation du projet de renforcement des institutions, phase II	s.o.	73 333	73 333
Tanzanie	Prolongation du projet de renforcement des institutions, phase III	s.o.	60 000	60 000
Togo	Prolongation du projet de renforcement des institutions, phase IV	s.o.	60 666	60 666
Tuvalu	Prolongation du projet de renforcement des institutions, phase II	s.o.	7 583	7 583
Zimbabwe	Prolongation du projet de renforcement des institutions, phase V	s.o.	148 242	148 242
Sous-total pour les projets de renforcement des institutions :			1 875 207	1 875 207
A3. Projets individuels :				
Bangladesh	Formulation d'une stratégie pour les inhalateurs à doseur	s.o.	60 000	60 000
Haïti	Soutien technique pour les halons	s.o.	25 000	25 000
Au niveau mondial	Programme 2007 d'aide à la conformité	s.o.	[1]	[1]
Saint- Kitts-et-Nevis	Assistance technique pour l'élimination du bromure de méthyle	s.o.	20 000	20 000
Sous-total pour les projets individuels			105 000	105 000

Pays	Activité/Projet		Montant demandé \$US	Montant recommandé \$US
SECTION B : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR EXAMEN INDIVIDUEL				
B1. Reconduction des projets de renforcement des institutions				
			tonnes PAO	
Guinée	Prolongation du projet de renforcement des institutions, phase V	s.o.	60 000	60 000
Guinée-Bissau	Prolongation du projet de renforcement des institutions, phase II	s.o.	60 000	60 000
Sous-total pour la prolongation des projets de renforcement des institutions :			120 000	120 000
B2. Préparation des plans de gestion de l'élimination finale dans des pays à faible volume de consommation :				
Bhoutan	Préparation de projet d'un plan de gestion de l'élimination finale	s.o.	15 000	0
Guinée-Bissau	Préparation de projet d'un plan de gestion de l'élimination finale	s.o.	30 000	30 000
Malawi	Préparation de projet d'un plan de gestion de l'élimination finale	s.o.	30 000	30 000
Zambie	Préparation de projet d'un plan de gestion de l'élimination finale	s.o.	30 000	30 000
Sous-total pour les activités des plans nationaux d'élimination ou autres projets d'investissements :			105 000	90 000
B3. Préparation d'un plan national d'élimination des CFC				
Yémen	Préparation de projet d'un plan national d'élimination des CFC	s.o.	50 000	50 000
Sous-total pour un plan national d'élimination des CFC :			50 000	50 000
SECTION C : ACTIVITÉS DES PLANS NATIONAUX D'ÉLIMINATION OU AUTRES PROJETS D'INVESTISSEMENTS				
Bahreïn	Plan de gestion de l'élimination finale (première tranche)		210 000	[2]
Burkina Faso	Plan de gestion de l'élimination finale (première tranche)		90 900	[3]
Kirghizistan	Plan de gestion de l'élimination finale (première tranche)		142 600	[4]
Sous-total pour les activités des plans nationaux d'élimination ou autres projets d'investissements :			443 500	
Sous-total			2 940 707	2 482 207
Coûts d'appui aux agences (néant pour le renforcement des institutions et 13 pour cent pour les autres activités) :			122 915	63 310
Total :			3 063 622	2 545 517

[1] Abordé dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/50/20

[2] Abordé dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/50/24

[3] Abordé dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/50/26

[4] Abordé dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/50/37

SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GLOBALE

A1 : Préparation des plans de gestion de l'élimination finale dans douze pays à faible volume de consommation

Description du projet

3. Le PNUE demande un financement pour la préparation des plans de gestion de l'élimination finale (PGEF) pour le Belize (15 000 \$US), le Cambodge (15 000 \$US), le Cap-Vert (30 000 \$US), le Guatemala (15 000 \$US), les Maldives (15 000 \$US), le Mozambique (30 000 \$US), le Népal (15 000 \$US), le Pérou (15 000 \$US), Sao Tomé-et-Principe (30 000 \$US), le Suriname (15 000 \$US), la Tanzanie (17 000 \$US) et Samoa (30 000 \$US). Le Cap-Vert, le Mozambique, Sao Tomé-et-Principe et Samoa ont demandé des PGEF comprenant uniquement des activités ne portant pas sur des investissements et l'intégralité de l'activité de préparation de projet sera réalisée par le PNUE. Pour le Belize, le Cambodge, le Guatemala, les Maldives, le Népal, le Pérou, le Suriname et la Tanzanie, la préparation de projet est partagée avec le PNUD. Dans tous les cas, le financement total de la préparation de projet est conforme aux lignes directrices du Fonds.

Observations et recommandations du Secrétariat

4. Lors de l'examen des demandes concernant la préparation des PGEF pour le Belize, le Cap-Vert, le Cambodge, le Guatemala, les Maldives, le Mozambique, le Népal, le Pérou, Sao Tomé-et-Principe, le Suriname, la Tanzanie et Samoa, le Secrétariat a noté que tous les pays avaient déjà communiqué leur consommation de SAO pour 2005 conformément à l'Article 7 du Protocole de Montréal, à l'exception du Cap-Vert et du Guatemala qui avaient communiqué leur consommation de SAO pour 2004 seulement.

5. Le Secrétariat a également pris note que le niveau actuel de consommation de SAO dans ces pays se situait au-dessous de leur valeur de référence respective, comme l'indique le tableau suivant. Bien que la consommation de bromure de méthyle (BM) pour le Guatemala pour 2004 indique une quantité supérieure à celle autorisée en vertu du Protocole de Montréal, elle est conforme au plan d'action soumis à la Réunion des Parties selon la décision XV/34.

Pays	Consommation en tonnes PAO			
	Nom de la SAO	Valeur de référence	2004 A7	2005 A7
Belize	CFC	24,38	12,23	9,60
Cambodge	CFC	94,23	70,42	44,53
Cambodge	TCA	0,48	0,00	0,14
Cap-Vert	CFC	2,26	1,53	-
Guatemala	CFC	224,65	65,40	-
Guatemala	CTC	10,60	0,00	-
Guatemala	Halons	0,20	0,00	-
Guatemala	BM	400,70	484,20	-
Maldives	CFC	4,57	0,00	0,00
Mozambique	CFC	18,22	1,60	1,20

Pays	Consommation en tonnes PAO			
	Nom de la SAO	Valeur de référence	2004 A7	2005 A7
Mozambique	Halons	0,90	0,00	0,00
Mozambique	BM	3,38	1,14	0,90
Népal	CFC	27,00	0,00	0,00
Népal	CTC	0,89	0,88	0,11
Népal	Halons	2,00	0,00	0,00
Pérou	CFC	289,53	145,66	127,67
Pérou	CTC	0,97	0,00	0,00
Pérou	BM	1,28	0,00	0,00
Sao Tomé-et-Principe	CFC	4,71	4,00	2,25
Suriname	CFC	41,31	9,22	7,48
Tanzanie	CFC	253,86	98,82	98,90
Tanzanie	CTC	0,12	0,00	4,79
Tanzanie	Halons	0,33	0,00	0,00
Samoa	CFC	4,46	0,00	0,00

6. Les douze demandes sont en accord avec la décision 45/54 ainsi que dans les limites de financement qui y sont spécifiées. Le Secrétariat recommande l'approbation globale des douze propositions aux niveaux de financement indiqués au tableau 1, sous réserve qu'il soit demandé au PNUE lors de l'élaboration puis de la mise en œuvre des PGEF de prendre en compte la décision 47/10 e) concernant l'introduction dans les systèmes d'autorisation de réglementations d'importation pour le bromure de méthyle, de CTC et/ou de TCA, ainsi que pour les CFC. Le Comité exécutif pourrait également exhorter le Cap-Vert et le Guatemala à présenter leurs données 2005 relatives à l'Article 7 le plus rapidement possible.

A2: Reconduction des projets de renforcement des institutions

a)	Bahamas (Phase III)	60 000 \$US
b)	Burkina Faso (Phase VII)	72 410 \$US
c)	Burundi (Phase IV)	60 000 \$US
d)	Cap-Vert (Phase III)	60 000 \$US
e)	Tchad (Phase III)	60 000 \$US
f)	Îles Cook (Phase I)	15 000 \$US
g)	La Dominique (Phase III)	60 000 \$US
h)	Éthiopie (Phase IV)	60 000 \$US
i)	Fidji (Phase V)	60 000 \$US
j)	Gabon (Phase V)	60 000 \$US
k)	Grenade (Phase II)	60 000 \$US
l)	Haïti (Phase II)	100 000 \$US
m)	Honduras (Phase V)	60 000 \$US
n)	Kirghizistan (Phase III)	115 830 \$US
o)	Laos (Phase III)	60 000 \$US
p)	Maldives (Phase IV)	60 000 \$US
q)	Mali (Phase IV)	60 677 \$US

r)	Îles Marshall (Phase II)	30 000 \$US
s)	Mongolie (Phase IV)	60 000 \$US
t)	Mozambique (Phase III)	80 000 \$US
u)	Nauru (Phase I)	15 000 \$US
v)	Népal (Phase IV)	60 000 \$US
w)	Niue (Phase I)	15 000 \$US
x)	Rwanda (Phase II)	60 000 \$US
y)	Sao Tomé-et-Principe (Phase II)	60 666 \$US
z)	Saint- Vincent-et-Grenadines (Phase III)	60 000 \$US
aa)	Suriname (Phase II)	73 333 \$US
bb)	Tanzanie (Phase III)	60 000 \$US
cc)	Togo (Phase IV)	60 666 \$US
dd)	Tuvalu (Phase II)	7 583 \$US
ee)	Zimbabwe (Phase V)	148 242 \$US

Description du projet

7. Les descriptions des projets de renforcement des institutions pour les pays mentionnés ci-dessus sont présentées à l'Annexe 1 de ce document.

Recommandation du Secrétariat du Fonds

8. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation globale des projets ci-dessus aux niveaux de financement indiqués au tableau 1. Le Comité exécutif pourrait envisager de faire part aux gouvernements des pays mentionnés plus haut des observations présentées à l'Annexe II du présent document.

A3 : Projets individuels

- a) Bangladesh – Formulation de la stratégie de transition pour les inhalateurs à doseur (60 000 \$US)

Historique

9. Le PNUE, au nom du gouvernement du Bangladesh soumet une demande pour la formulation de la stratégie de transition pour les inhalateurs à doseur au Bangladesh, conformément à la décision 49/33 b) i), ii), iii) du Comité exécutif qui précise, entre autres de:

- a) Demander au gouvernement du Bangladesh de soumettre à la 50^e réunion une proposition pour l'élaboration d'une stratégie de transition pour l'élimination des inhalateurs à doseur avec CFC. Lors de l'élaboration de cette stratégie, le Bangladesh est invité à examiner, entre autres :
- i) La possibilité pour les sociétés multinationales qui ont déjà lancé ces produits dans d'autres pays visés à l'Article 5 d'accélérer le remplacement des inhalateurs à doseur avec CFC par des inhalateurs à doseur avec HFA

ou autres solutions de remplacement sans CFC (par ex. des inhalateurs à poudre sèche) ;

- ii) d'inviter les multinationales qui fabriquent des inhalateurs à doseur avec CFC au Bangladesh à fournir des informations précisant les mesures en cours pour réaliser le plus rapidement possible la conversion à la fabrication de traitements sans CFC pour l'asthme et les maladies pulmonaires obstructives chroniques au Bangladesh ;
- iii) la possibilité que le plus important fabricant national d'inhalateurs à doseur du Bangladesh facilite, dans les meilleurs délais possibles, l'achèvement de l'aménagement de l'usine d'inhalateurs à doseur sans CFC actuellement en cours de mise en oeuvre.

10. Le PNUE a indiqué que cette stratégie de transition serait élaborée en étroite coordination avec le PNUD.

Observations du Secrétariat du Fonds

11. Le Secrétariat est d'accord avec le PNUE sur le principe que les stratégies de transition sont des mécanismes de facilitation ayant pour objectif de permettre aux utilisateurs d'inhalateurs à doseur de passer à des technologies sans CFC. Ces stratégies ne devraient pas être considérées comme servant à préparer un projet qui conduira à des demandes supplémentaires de financement pour des projets d'investissement.

Recommandations du Secrétariat du Fonds

12. Le Secrétariat recommande l'approbation globale au niveau de financement indiqué ci-dessus au tableau 1, étant entendu que la stratégie de transition ne conduira pas à d'autres projets d'investissement requérant un financement futur de la part du Fonds multilatéral.

- b) Haïti – Soutien technique concernant les halons (25 000 \$US)

Historique :

13. Au nom du gouvernement de Haïti, l'UNEP a proposé un plan visant à établir et mettre en œuvre un programme national de gestion des halons qui aidera Haïti à respecter ses obligations en vertu du Protocole de Montréal. Le montant du financement demandé est de 25 000 \$US, plus 3 250 \$US de coûts d'appui, pour :

- a) Des consultants nationaux qui finaliseront l'enquête sur les utilisateurs de halons et aideront à l'élaboration d'une politique (4 000 \$US) ;
- b) La consultation des parties prenantes nationales et l'organisation d'ateliers destinés à ces dernières (5 000 \$US) ;
- c) La fourniture de soutien technique et de formations pour les Services incendie et les principales entreprises de systèmes de protection incendie (10 000 \$US) ;

- d) L'élaboration de normes techniques pour les produits de remplacement des halons, d'un code de conduite pour les utilisateurs de halons et des procédures à suivre pour l'industrie (5 000 \$US) ; et
- e) La mise en place et l'entretien de la banque de halons virtuelle, notamment de la base de données (Internet, adaptation de la base de données). Ce point sera géré par l'administrateur du bureau de l'ozone (NOO) (1 000 \$US).

14. La capacité installée est estimée à 7,5 tonnes PAO de halons, sur la base des données relatives à l'Article 7 de ces dix dernières années. Les dernières données de halons déclarées conformément à l'Article 7 étaient 0 tonne PAO en 2005. Au cours de 5 de ces 10 dernières années, il n'y a eu aucune importation de halons. La valeur de référence de Haïti pour les halons est de 1,5 tonnes PAO. Haïti ne produit pas de halons et dépend donc entièrement des importations des autres pays.

15. Le projet a pour objectif de :

- a) Réaliser une enquête détaillée sur l'utilisation et les sources de halons ;
- b) Élaborer une base de données pour contrôler les stocks de halons ;
- c) Formuler un plan de gestion des halons au niveau national ;
- d) Développer la sensibilisation et faire des démonstrations des produits de remplacement ;
- e) Fournir une assistance technique pour les technologies de remplacement ;
- f) Fournir une coordination régionale au Centre d'échange d'informations sur les halons de la région des Caraïbes.

Observations du Secrétariat du Fonds

16. Haïti est en train de mettre en œuvre son PGF, approuvé initialement en 2003 en tant que projet pour 3 ans. Ce plan a subi plusieurs retards dus à l'absence de législation sur les SAO. Le PNUE a fait savoir que depuis les élections de 2006, la situation politique s'est beaucoup améliorée et que l'approbation de la législation devrait s'accélérer. L'une des activités proposées est la « Mise en œuvre de l'application des réglementations sur les SAO pour la gestion des halons ».

17. Le PNUE a fait savoir que l'avant-projet de législation est achevé et que son approbation n'est pas prévue avant mars 2007. Les réglementations/interdictions d'importation comprennent des dispositions permettant l'importation de halons recyclés ou régénérés comme le demandait la décision 44/8 b). Toutefois, dans la législation proposée, n'importe quelle importation de halons (qu'il s'agisse de halons vierges, recyclés ou régénérés) devra faire l'objet d'une autorisation.

18. Le Secrétariat note que l'une des activités dans le cadre du projet est « L'établissement de liens avec le centre régional d'échanges d'informations des Caraïbes » et une partie de la

description indique que la coordination régionale sera réalisée afin de « faciliter la vente des surplus de halons aux marchés régionaux et internationaux ». La décision 44/8 indique les pays participants aux projets régionaux de halons et possédant de l'équipement de récupération et de recyclage devraient parvenir à une bonne entente quant à l'utilisation de l'équipement et de recyclage financé. Cette mesure devrait comprendre les frais de transformation et les coûts de transport et de stockage, et la couverture des déficits, le cas échéant, de même que l'élimination de tout obstacle au commerce de halons récupérés et recyclés dans la région, si de telles restrictions existent.

19. Le PNUE a indiqué que pour la région des Caraïbes, dans le projet financé par Environnement Canada, l'équipement a seulement été fourni aux plus importants détenteurs de stocks, à savoir Trinité-et-Tobago et la Jamaïque. Pour les autres pays, il a été convenu d'utiliser le concept de la banque virtuelle. Le Centre d'échange d'informations sur les halons de la région des Caraïbes a été mis en place sur cette base et les détenteurs de stocks maintiennent leur stock de halons et les informations sur la disponibilité des stocks sont placées sur la page Web des Caribbean Halon.

20. La poursuite des activités sera gérée par l'Administrateur du bureau de l'ozone au moyen d'un accord passé avec l'Université des West Indies (UWI) qui hébergera le Centre d'échange d'informations sur les halons (Halon Information Clearing House ou HICH), un financement étant octroyé pour deux ans. Le centre d'échange d'informations sur les halons (HICH) fournira des informations, une aide technique et des conseils aux parties prenantes régionales concernant les stocks de halons dans les pays anglophones des Caraïbes. Au bout de deux ans, il est prévu que le FC/UWI continuera à s'occuper de l'entretien et du fonctionnement du HICH pendant au moins encore deux autres années, ou aussi longtemps que possible, afin d'aider les pays participants dans leurs efforts d'élimination des halons, conformément aux exigences du Protocole de Montréal.

21. Ce projet prendra en main la collecte et la distribution des halons utilisés et régénérés en fournissant des informations sur les types, les quantités requises, le type de technologie, les emplacements des stocks nationaux et la disponibilité des détenteurs de stocks. Des données sur les quantités et les types disponibles pour le commerce international seront affichées au Centre d'échange d'informations sur les halons, notamment les contacts pour l'administrateur du bureau de l'ozone et les détenteurs de stocks.

22. Le PNUE n'a pas fourni un plan d'activités pour la durabilité du plan de gestion des halons requis par la décision 44/8 d). Le PNUE a indiqué que la continuation du projet sera la responsabilité de l'Administrateur du bureau de l'ozone et du gouvernement de Haïti. Aucun équipement ne sera acheté durant cette période.

23. Le niveau de financement demandé est en accord avec le niveau de financement indiqué dans les décisions 44/8 a) et 47/10 a). Le niveau de financement pour les activités ne portant pas sur des investissements semble adéquat et représente un niveau de financement maximum pour le pays. Le PNUE a indiqué que le gouvernement n'a pas convenu qu'aucun financement supplémentaire ne sera demandé pour le secteur des halons après l'approbation de cette allocation exceptionnelle. Toutefois, conformément à la décision 35/57, la mise en place d'une banque de halons est considérée comme le dernier projet dans le secteur des halons.

RECOMMANDATIONS

24. Le Secrétariat recommande pour le projet une approbation globale au niveau de financement indiqué au tableau 1, y compris des coûts d'appui de 13 %, étant entendu qu'aucun financement supplémentaire ne sera demandé pour le secteur des halons.

- c) Saint- Kitts-et-Nevis - Assistance technique pour l'élimination du bromure de méthyle (20 000 \$US)

Historique

25. Au nom du gouvernement de Saint-Kitts-et-Nevis, le PNUE présente une demande d'assistance technique pour l'élimination du bromure de méthyle dans le pays. Le projet d'assistance technique éliminera 0,08 tonnes PAO de bromure de méthyle dans toutes les utilisations restantes. Ce chiffre est fondé sur la consommation de 2005 de bromure de méthyle de Saint-Kitts-et-Nevis. La valeur de référence de bromure de méthyle pour le pays est 0,27 tonnes PAO.

26. Il n'y a qu'un seul utilisateur et importateur de bromure de méthyle dans pays. Le bromure de méthyle sert essentiellement à la fumigation des bâtiments et des meubles ainsi qu'à celle des céréales et des machines dans l'industrie de transformation alimentaire. Le projet propose d'utiliser du sulfuryl fluorure comme produit de remplacement du bromure de méthyle. Il comprend une formation sur l'utilisation correcte des produits de remplacement et sur les bonnes pratiques de fumigation, les efforts de sensibilisation et la fourniture d'équipements de contrôle pour un contrôle adéquat des concentrations de gaz.

Observations du Secrétariat du Fonds

27. Le Secrétariat a demandé au PNUE de fournir des éclaircissements supplémentaires sur les éléments et le contenu de son programme de formation. En fournissant les informations demandées, le PNUE a précisé que les éléments de la formation comprendraient un programme intégré de lutte phytosanitaire pour les bâtiments et des informations techniques sur la fumigation des bâtiments, et que cette formation combinerait exercices en salle de cours et sur le terrain.

28. Le Secrétariat a également exprimé son inquiétude à propos du fait que le produit de remplacement choisi, le sulfuryl fluorure, n'est pas encore enregistré dans le pays et que cet enregistrement risque de prendre du temps. Le gouvernement de Saint-Kitts-et-Nevis a fourni une lettre assurant que l'enregistrement était déjà en cours et serait bientôt réalisé.

Recommandations du Secrétariat du Fonds

29. Le Secrétariat recommande l'approbation globale du projet au niveau de financement indiqué au tableau 1, étant entendu que ce projet entraînera l'élimination de toutes les utilisations du bromure de méthyle et qu'aucun autre financement supplémentaire ne sera demandé pour ce secteur.

SECTION B : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR EXAMEN INDIVIDUEL

B1. Reconduction des projets de renforcement des institutions

30. Cette section présente les observations du Secrétariat sur chacun des projets de renforcement des institutions présentés. L'Annexe I fournit des détails supplémentaires qui se fondent étroitement sur les rapports de l'agence d'exécution.

a) Guinée 60 000 \$US

31. La description du projet de renforcement des institutions pour la Guinée est présentée à l'Annexe I de ce document.

Historique

32. Le rapport final du renforcement des institutions (RI) de la Guinée indiquait des réductions importantes de sa consommation de SAO. Sur la base des données communiquées en vertu de l'Article 7 pour 2004, la Guinée avait réduit sa consommation de CFC de 60 %, respectant ainsi les obligations de réductions de consommation de CFC stipulées par le Protocole de Montréal. Ce pays a une législation en place et des quotas annuels fixés pour les importations de SAO.

Observations du Secrétariat du Fonds

33. Les pays sont sommés de communiquer des données sur l'avancement de la mise en œuvre de leur programme de pays chaque année au 1^{er} mai. Le rapport final et la demande d'une prolongation du RI font tous deux référence aux données du rapport du programme de pays. Toutefois, au moment de la préparation du présent document, la Guinée n'a toujours pas présenté son rapport de programme de pays pour 2005.

Recommandations du Secrétariat du Fonds

34. À la lumière des informations fournies par les observations précédentes du Secrétariat, le Comité exécutif pourrait envisager d'approuver le financement de la Phase II du projet de renforcement des institutions pour la Guinée pour deux ans à un niveau de financement de 60 000 \$US. En cas d'approbation, le Comité exécutif pourrait faire part au gouvernement de la Guinée des observations présentées à l'Annexe II du présent document.

b) Guinée-Bissau 60 000 \$US

35. La description du projet de renforcement des institutions pour la Guinée-Bissau est présentée à l'Annexe I de ce document.

Historique

36. Le rapport final du RI de la Guinée-Bissau indique que le pays a réalisé des progrès dans les programmes de mise en œuvre qui l'aideront à satisfaire aux exigences de conformité dans le

cadre du Protocole de Montréal. Sur la base des données communiquées en vertu de l'Article 7 pour 2004, la Guinée-Bissau semble risquer de ne pas respecter les 50 % de réduction exigées par le Protocole, ayant communiqué une consommation de 25,2 tonnes PAO alors que la valeur de référence du pays pour les CFC est de 26,3. Cette quantité est toutefois conforme au plan d'action soumis par le pays suite à la décision XVI/24 lorsque la Guinée-Bissau avait été déclarée en situation de non-conformité. Dans ce plan d'action, la Guinée-Bissau s'était engagée à réduire sa consommation de CFC à 26,75 tonnes PAO.

Observations du Secrétariat du Fonds

37. Les pays sont sommés de communiquer des données sur l'avancement de la mise en œuvre de leur programme de pays chaque année au 1^{er} mai. Le rapport final et la demande d'une prolongation du RI font tous deux référence aux données du rapport du programme de pays. Toutefois, au moment de la préparation du présent document, la Guinée-Bissau n'a toujours pas présenté son rapport de programme de pays pour 2005.

Recommandations du Secrétariat du Fonds

38. À la lumière des informations fournies par les observations précédentes du Secrétariat, le Comité exécutif pourrait envisager d'approuver le financement de la Phase II du projet de renforcement des institutions pour la Guinée-Bissau pour deux ans à un niveau de financement de 60 000 \$US. En cas d'approbation, le Comité exécutif pourrait faire part au gouvernement de la Guinée-Bissau des observations présentées à l'Annexe II de ce document.

B2: Préparation des plans de gestion de l'élimination finale dans des pays à faible volume de consommation

- a) Bhoutan – Financement de préparation de projet pour un plan d'élimination finale 15 000 \$US

Historique

39. Au nom du gouvernement du Bhoutan, le PNUE, au titre d'agence principale d'exécution, a présenté une demande de financement pour le Bhoutan pour la préparation du plan de gestion de l'élimination finale réalisée en association avec le PNUD.

40. Le Comité exécutif a approuvé à sa 45^e réunion le PGF du Bhoutan pour un financement total de 90 000 \$US, comportant les éléments suivants : programmes de formation pour les techniciens de l'entretien de la réfrigération (20 000 \$US), programmes de formation pour les agents des douanes (25 000 \$US) et un programme d'assistance technique dans le secteur de l'entretien de la réfrigération (45 000 \$US). Ces projets sont actuellement en cours de mise en œuvre.

Observations du Secrétariat du Fonds

41. En examinant cette demande, le Secrétariat a conseillé au PNUE, en qualité d'agence principale d'exécution, d'ajourner la demande de préparation d'un projet de PGEF pour le Bhoutan pour les raisons suivantes :

- a) Le PGF est actuellement mis en œuvre et ne s'achèvera qu'en décembre 2007 ;
- b) Le PGF approuvé était fondé sur une consommation de CFC de 165 kilogrammes. Toutefois, le gouvernement du Bhoutan a communiqué une consommation de CFC de 120 kilogrammes en 2004 et de 70 kilogrammes en 2005 conformément à l'Article 7 du Protocole. Ces réductions de consommation ont été réalisées sans aucune aide de la part du Fonds multilatéral étant donné que le projet de PGF a seulement été approuvé en 2005 ;
- c) Selon un rapport récent du PNUE, au cours de la mise en œuvre du PGF, « quelques activités de conversion ont pris également place dans le secteur industriel de la réfrigération », ce qui fait que la consommation actuelle de CFC doit être très faible ; et
- d) Il est consigné dans le PGF approuvé pour le Bhoutan qu'une « réévaluation du schéma de consommation doit être entreprise en 2007 sur la base de ce projet spécifique et que des interventions basées sur la politique peuvent être nécessaires pour assurer un passage en douceur de la consommation de SAO à la réalisation de l'élimination de ces substances ».

42. Le Secrétariat note également qu'à l'époque où le PGF avait été soumis à l'examen du Comité exécutif, le Secrétariat avait proposé que le projet PGF soit présenté en tant que PGEF pour un coût total ne dépassant pas 120 000 \$US. Ce montant avait été proposé en tenant compte du très faible niveau de consommation de CFC du Bhoutan (moins de 170 kilogrammes), de l'assistance directe fournie par le gouvernement et le secteur industriel de l'Inde et du niveau de financement approuvé pour des pays ayant de très faibles niveaux de consommation.

43. En dépit de la demande du Secrétariat, le PNUE et le PNUD ont procédé à la soumission du projet en tant que PGF, donnant comme raison la circonstance particulière que le pays soit une nouvelle Partie contractante. Lors de discussions ultérieures avec le Secrétariat, le PNUE a répondu que le pays avait demandé de soumettre cette demande de financement à cette réunion pour lui permettre de respecter le plus rapidement possible les engagements en vertu du Protocole de Montréal.

Recommandations du Secrétariat du Fonds

44. À la lumière des informations fournies par le Secrétariat dans le cadre de ses observations ci-dessus, le Comité exécutif pourrait envisager de reporter l'examen de cette préparation de projet jusqu'à ce que :

- a) Le Bhoutan ait achevé la mise en œuvre de son PGF ;
- b) Jusqu'à ce que le PNUE et le PNUD soumettent un rapport périodique détaillé du projet indiquant les activités mises en œuvre et, le cas échéant, les activités supplémentaires pouvant être nécessaires pour parvenir à l'élimination complète de 25,5 kilogrammes de CFC restants peut-être dans le pays ; et

- c) Quand a) et b) sont proposés, le Comité exécutif pourrait voir s'il souhaite approuver un financement supplémentaire pour la préparation d'un PGEF pour le Bhoutan ou bien approuver un financement supplémentaire pour les activités restantes qui pourraient être identifiées à la lumière de la décision 45/54, en particulier du sous-paragraphe c), « Que les futures propositions de plan de gestion de l'élimination finale pour l'après 2007 pourraient comprendre des demandes de financement pouvant atteindre le niveau indiqué ci-dessous, étant entendu que les propositions de projets devront toujours prouver que ce niveau de financement est nécessaire pour atteindre l'élimination totale des CFC ».
- b) Guinée-Bissau - Financement de la préparation de projet pour un plan de gestion de l'élimination finale 30 000 \$US
- c) Malawi - Financement de préparation de projet pour un plan de l'élimination finale 30 000 \$US
- d) Zambie - Financement de préparation de projet pour un plan de l'élimination finale 30 000 \$US

Historique

45. Au nom des gouvernements de la Guinée-Bissau, du Malawi et de la Zambie, le PNUE a fait une demande de financement pour préparer un plan de gestion de l'élimination finale pour le secteur de la réfrigération conformément à la décision 45/54. La demande concerne un PGEF que le PNUE préparera seul.

46. La consommation de SAO pour 2004 et 2005 des trois pays ci-dessus est récapitulée dans le tableau suivant, notamment leurs valeurs de références correspondantes :

Pays	Consommation en tonnes PAO			
	Nom de la SAO	Valeur de référence	2004 A7	2005 A7
Guinée-Bissau	CFC	26,28	25,24	
Malawi	CFC	57,67	11,42	5,55
Malawi	Bromure de méthyle	112,74	0,00	0,00
Zambie	CFC	27,36	10,01	9,54
Zambie	CTC	0,66	0,00	0,00
Zambie	Bromure de méthyle	29,34	11,41	10,20
Zambie	TCA	0,06	0,00	0,00

Observations du Secrétariat du Fonds

47. Le Secrétariat a fait part de ses préoccupations au PNUE au sujet du fait que les pays énumérés ci-dessus ont une consommation comprise entre les 5 et 10 tonnes. Ces pays auront probablement besoin de plus que seulement des projets ne portant pas sur des investissements

pour parvenir à la conformité. Cette constatation s'appuie sur l'expérience d'autres pays ayant des niveaux de consommation identiques, dans lesquels des activités telles que la reconversion ou la fourniture de petits équipements ont été essentielles pour la mise en œuvre complète du PGEF. Le Secrétariat a encouragé le PNUE à identifier une agence partenaire qui pourrait mettre en œuvre l'éventuel volet investissements du projet et partager les fonds de préparation de projet.

48. Au cours d'entretiens ultérieurs avec le PNUE, le Secrétariat a été informé que tandis que la préparation de projet serait entreprise par le PNUE seul, une part du financement du PGEF serait transféré à l'agence d'exécution ou bilatérale pour la formulation d'un volet investissements, si le besoin s'en faisait sentir pendant la préparation du projet.

Recommandation du Secrétariat du Fonds

49. Les trois demandes sont en accord avec la décision 45/54 ainsi que dans les limites de financement qui y sont spécifiées. À la lumière des informations fournies ci-dessus, le Comité exécutif pourrait envisager d'approuver le financement pour la préparation de projet pour la Guinée-Bissau, le Malawi et la Zambie tel qu'il est indiqué au tableau 1, étant entendu que si des projets d'investissements étaient nécessaires, les fonds de préparation de projet seraient partagés avec l'agence d'exécution ou bilatérale concernée, et à condition que lors de l'élaboration puis de la mise en œuvre des PGEF, le PNUE soit sommé de prendre en compte la décision 47/10 e) concernant l'introduction dans les systèmes d'autorisation de réglementations d'importation pour le bromure de méthyle, le CTC et/ou le TCA, ainsi que pour les CFC. Le Comité exécutif pourrait également exhorter le PNUE à encourager la Guinée-Bissau à présenter ses données 2005 relatives à l'Article 7 le plus rapidement possible.

B.3 Préparation d'un plan national d'élimination des CFC

- a) Yémen - Préparation de projet d'un plan national d'élimination des CFC 50 000 \$US

Historique :

50. Au nom du gouvernement du Yémen, le PNUE présente une demande de financement pour la préparation d'un plan national d'élimination des CFC au Yémen. Le PNUE soumet une demande pour la préparation de projet qu'il réalisera seul. Le PNUE et l'ONUDI ont convenu que cette dernière mettra en œuvre le volet investissements du NPP une fois la préparation de projet achevée, en dépit du fait que le PNUE recevra tout le financement.

Observations du Secrétariat du Fonds

51. Le Yémen n'a pas communiqué ses données de consommation relatives à l'Article 7 pour 2005. Ses données 2004 indiquent une consommation de CFC de 746,4 tonnes PAO avec une valeur de référence de 1 796,07 tonnes PAO. Ce pays a communiqué au Secrétariat du Fonds une consommation pour 2005 pour la mise en œuvre du programme de pays de 710,54 tonnes PAO.

52. Le Secrétariat a informé le PNUE qu'il a reçu à la 37^e réunion des fonds pour mettre en œuvre des bonnes pratiques dans la formation des frigoristes (YEM/REF/37/TRA/17) et celle des

agents des douanes (YEM/REF/37/TRA/18) au Yémen. Lors de la même réunion, le PNUD a reçu également des fonds pour la mise en œuvre d'un programme national de récupération et de recyclage (YEM/REF/37/TAS/15), tous ces éléments étant des composants de la mise en œuvre du PGF du Yémen. Ces activités auraient dû être achevées en août 2005, mais sont toujours en cours de réalisation.

53. Par la suite, à la 45^e réunion, l'ONUDI a reçu des fonds pour la préparation d'un projet parapluie final visant la réfrigération (YEM/REF/45/PRP/23) dont l'achèvement était prévu en avril 2006. L'ONUDI indique dans son rapport périodique que le document de projet doit être encore rédigé.

54. Le Secrétariat a exprimé ses préoccupations au sujet des retards de mise en œuvre des projets déjà approuvés pour le Yémen et s'est informé sur la façon dont cette préparation de projet pourrait être accélérée pour permettre au Yémen d'éliminer ses SAO. Le PNUE a expliqué que les retards dans la mise en œuvre du PGF étaient dus en premier lieu à la promulgation tardive de la législation sur les SAO, et en second lieu aux retards dans l'accord concernant les activités de formation ainsi que la distribution de l'équipement de récupération et de recyclage. Le PNUE a également informé le Secrétariat que la législation sur les SAO au Yémen est à présent promulguée par le Cabinet ministériel, ce qui devrait permettre de mettre plus rapidement en œuvre les activités restantes du PGF. Le Secrétariat a été aussi informé que le PNUE, le PNUD et le Yémen sont parvenus à un accord sur l'accélération de la mise en œuvre des composants du PGF à l'aide d'un plan d'action spécifique, garantissant leur achèvement à la fin de 2007.

55. Le PNUE a également informé le Secrétariat que la préparation de projet pour le NPP serait réalisée parallèlement aux composants restants du PGF. Le processus de préparation utiliserait le volet de contrôle comme l'une des principales sources permettant d'évaluer le besoin réel concernant la consommation restante au Yémen.

Recommandations du Secrétariat du Fonds

56. À la lumière des observations du Secrétariat ci-dessus, le Comité exécutif pourrait envisager d'approuver la demande de fonds pour préparer le NPP pour le Yémen au niveau de financement de 50 000 \$US, plus coûts d'appui.

Annex I

INSTITUTIONAL STRENGTHENING PROJECT PROPOSALS

Bahamas: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile	
Implementing Agency:	UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):	
Phase I: March 1996	50,000
Phase II (Year 1): April 2003	26,666
Phase II (Year 2): April 2004	26,667
Total	103,333
Amount requested for renewal (Phase III) (US \$):	60,000
Amount recommended for approval for Phase III (US \$)	60,000
Agency support costs (US \$)	0
Total cost of institutional strengthening Phase III to the Multilateral Fund (US \$)	60,000
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase III at US \$12.1/kg (ODP tonnes)	N/A
Date of approval of country programme	May 1996
ODS consumption reported in country programme (1994), (ODP tonnes)	66
Latest reported ODS consumption (2005) (ODP tonnes)	18.7
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	64.9
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.0
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	0.2
Latest consumption of controlled substances 2005 (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs)	13
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	5.7
(f) Annex E (Methyl bromide)	0.0
Amount approved for projects (US \$)	927,820
Amount disbursed (as at April 2006) (US \$):	635,889
ODS to be phased out (ODP tonnes)	53.6
ODS phased out (as at April 2006) (ODP tonnes)	54.0

1. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		US \$
(a)	Investment projects	740,461
(b)	Institutional Strengthening (including agency support cost)	103,333
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	84,026
	Total:	927,820

Progress report

2. The National Ozone Unit (NOU) is presently located in the Bahamas Environment Science and Technology (BEST) Commission. In March 2006, the NOU was moved from the Environmental Monitoring and Risk Assessment Division (EMRAD) of the Department of Environmental Health Services in the Ministry of Health & Environment to the Bahamas Environment Science and Technology (BEST) Commission in the new Ministry of Energy and the Environment. The activities carried out from July 2004 to July 2006 of the Institutional Strengthening Project in the Bahamas were satisfactory. The important achievement of The Bahamas for this period was the passing of the Bill for an Act to Give Effect to the Montreal Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer and for Matters Connected Thereto.”

Plan of action

3. For the next period (July 2006 to July 2008) the following activities foreseen include the implementation and enforcement of Licensing System, the establishment of a shared database with the NOU and customs, registration, training and certification of service technicians, continue public awareness activities, and maintain reporting to the Ozone and Fund Secretariats on data.

Burkina Faso: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile	
Implementing Agency:	UNEP
Amounts Previously approved for institutional strengthening (US \$)	
Phase I: Nov. 1993	83,500
Phase II: May 1997	55,700
Phase III March 1999	55,700
Phase IV March 2001	55,700
Phase V Nov. 2002	72,410
Phase VI July 2004	72,410
Total	395,420
Amount requested for renewal (Phase VII) (US \$):	72,410
Amount recommended for approval for Phase VII (US \$)	72,410
Agency support costs (US \$)	0
Total cost of institutional strengthening Phase VII to the Multilateral Fund (US \$)	72,410
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase VII at US \$12.1/kg (ODP tonnes)	N/A
Date of approval of country programme	Nov. 1993
ODS consumption reported in country programme (1991), (ODP tonnes)	25.4
Latest reported ODS consumption (2005) (ODP tonnes)	7.4
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	36.3
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	5.3
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.0
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	0.0

Latest consumption of controlled substances 2005 (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs)	7.4
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	0.0
(f) Annex E (Methyl bromide)	0.0
Amount approved for projects (US \$)	991,379
Amount disbursed (as at April 2006) (US \$):	908,801
ODS to be phased out (ODP tonnes)	41.5
ODS phased out (as at April 2006) (ODP tonnes)	38.5

4. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		<u>US \$</u>
(a)	Investment projects	369,623
(b)	Institutional strengthening (including agency support cost)	427,998
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	193,758
	Total:	991,379

Progress report

5. The activities carried out in the context of the Institutional Strengthening Project for Burkina Faso in the period of 2005 and 2006 were satisfactory. The Ozone Unit continues to be located at the Ministry of Environment and Livelihood. The main activities of the Institutional strengthening project for this period were targeted to achieve compliance with the control measures established by the Montreal Protocol on ODS and include public awareness activities, dissemination of information on new technologies, enforcement of the licensing system, implementation and monitoring of activities under the RMP, and data reporting.

Plan of action

6. The main objective of the Institutional strengthening project for the next two year (2007 2008) is to sustain compliance with the control measures established by the Montreal Protocol on ODS and achieve the future reductions. The main activities will be to continue to raise awareness. Facilitate the reinforcement of regulatory measures as part of the harmonise UEMOA ODS regulations, and work towards the speedy ratification of the Montreal and Beijing Amendments.

Burundi: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile		
Implementing Agency:		UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$)		
	Phase I: Nov. 1998	66,000
	Phase II: July 2002	57,200
	Phase III: Dec. 2004	60,000
	Total	183,200
Amount requested for renewal (Phase IV) (US \$):		60,000
Amount recommended for approval for Phase IV (US \$)		60,000

Annex I

Agency support costs (US \$)	0
Total cost of institutional strengthening Phase IV to the Multilateral Fund (US \$)	60,000
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase IV at US \$12.1/kg (ODP tonnes)	N/A
Date of approval of country programme	Nov. 1998
ODS consumption reported in country programme (1997), (ODP tonnes)	53.9
Latest reported ODS consumption (2004) (ODP tonnes)	4.96
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	59.0
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.1
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	0.0
Latest consumption of controlled substances 2004 (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs)	3.94
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	1.02
(f) Annex E (Methyl bromide)	0.0
Amount approved for projects (US \$)	934,913
Amount disbursed (as at April 2006) (US \$):	755,864
ODS to be phased out (ODP tonnes)	40.5
ODS phased out (as at December 2004) (ODP tonnes)	40.0

7. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		US \$
(a)	Investment projects	584,433
(b)	Institutional strengthening (including agency support cost)	183,200
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment project	167,280
	Total:	934,913

Progress report

8. The institutional support that Burundi received made it possible for the country to successfully meet its obligations under the Protocol of Montreal. In this phase, the country was able to meet their reduction of CFCs and has now reduced by more than 85 per cent. Awareness raising especially with high level decision makers was carried out, reporting to the Ozone and Fund Secretariats was completed. The National Ozone Unit is located at the Ministry of Environment and cooperates with the various government institutions on Ozone Protection issues. The Ozone Officer has direct access to the Minister and event related to the Montreal protocol receives high profile attention.

Plan of action

9. The main objective of the Institutional strengthening project in Burundi for the next two year (2007-2008) is to sustain compliance with the control measures established by the Montreal Protocol on ODS and achieve the future reductions. The main activities include awareness raising, exchange of information between neighbouring countries to learn from each other on the

movement of ODS and ODS containing equipment, coordinate the implementation of the remaining RMP activities and future TPMP activities, and continue data collection and reporting.

Cape Verde: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile	
Implementing Agency:	UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):	
Phase I: (Start-up): Mar 2002	15,000
Phase I: (2 nd and 3 rd years): Dec. 2004	60,000
Total	75,000
Amount requested for renewal (Phase II) (US \$):	60,000
Amount recommended for approval for Phase II (US \$)	60,000
Agency support costs (US \$)	0
Total cost of institutional strengthening Phase II to the Multilateral Fund (US \$)	60,000
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase II at US \$12.1/kg (ODP tonnes)	N/A
Date of approval of country programme	Nov. 2004
ODS consumption reported in country programme (1999), (ODP tonnes)	1.80
Latest reported ODS consumption (2004) (ODP tonnes)	1.53
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	2.26
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.0
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	0.0
Latest consumption of controlled substances 2004 (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs)	1.53
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	0.0
(f) Annex E (Methyl bromide)	0.0
Amount approved for projects (US \$)	341,186
Amount disbursed (as at April 2006) (US \$):	104,930
ODS to be phased out (ODP tonnes)	1.0
ODS phased out (as at April 2006) (ODP tonnes)	0

10. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

	US \$
(a) Investment projects	195,186
(b) Institutional strengthening (including agency support cost)	75,000
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	71,000
Total:	341,186

Progress report

11. During its first phase of IS project, Cape Verde established the NOU and drafted a legislation. During the period reported, the NOU achieved, among others, the implementation of the Country Programme and various public awareness activities. The public awareness still

ongoing and the public in general is getting more aware of the use of ODS. The Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de l'Environnement (MAAE) fully supports the NOU and often gives input with regard to the activities implemented. The NOU supervises the collection of consumption data and sends them to the Secretariat. It is supported by the Ozone Committee which is composed of representatives from other ministries, customs and private sector of Cape Verde.

Plan of action

12. During the next IS period, the Cape Verde NOU will coordinate the TPMP preparation and implementation and encourage the use of ozone-friendly technologies and recovery and recycling equipments. The NOU will continue carrying on its public awareness activities in schools especially. The NOU Cape Verde hopes to have a successful second phase implementation towards ODS phase-out.

Chad: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile	
Implementing Agency:	UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$)	
Phase I: July 1998	60,000
Phase II: Dec.2004	60,000
Total	120,000
Amount requested for renewal (Phase III) (US \$):	60,000
Amount recommended for approval for Phase III (US \$)	60,000
Agency support costs (US \$)	0
Total cost of institutional strengthening Phase III to the Multilateral Fund (US \$)	60,000
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase IV at US \$12.1/kg (ODP tonnes)	N/A
Date of approval of country programme	July 1998
ODS consumption reported in country programme (1996), (ODP tonnes)	35.0
Latest reported ODS consumption (2004) (ODP tonnes)	
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	34.6
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.0
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	0.0
Latest consumption of controlled substances 2004 (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs)	14.24
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	0.24
(f) Annex E (Methyl bromide)	0.0
Amount approved for projects (US \$)	872,159
Amount disbursed (as at April 2006) (US \$):	557,127
ODS to be phased out (ODP tonnes)	14.8
ODS phased out (as at April 2006) (ODP tonnes)	9.0

13. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		<u>US \$</u>
(a)	Investment projects	578,920
(b)	Institutional strengthening (including agency support cost)	127,424
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	165,815
	Total:	872,159

Note: Less than 5% disbursement of phase II

Progress report

14. The main objective of phase II was to develop the expertise and to reinforce the national capacities in order to reduce and phase out consumption of the controlled substances under the Montreal Protocol the Protocol in Chad. During this phase, ODS regulations were implemented, the refrigeration servicing sector was organised through associations, projects under the RMP were implemented. The ODS has good working relations with various stakeholders including high level decision makers.

Plan of action

15. For the next period (April 2006 to March 2007) Chad foresees a faster reduction in CFCs leading to a total phase out in two years. It also plans to continue strengthening capacities of stakeholder through training programmes, and ensure that projects are implemented efficiently. The country will also be strengthening the enforcement of national ODS regulations through the newly adopted CEMAC

Cook Islands: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile		
Implementing Agency:		UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$)		
	Phase I Dec. 2004	15,000
	Total	15,000
Amount requested for renewal Phase I (year 2) (US \$):		15,000
Amount recommended for approval for Phase I (year 2) (US \$)		15,000
Agency support costs (US \$)		0
Total cost of institutional strengthening Phase I to the Multilateral Fund (US \$)		15,000
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase II at US \$12.1/kg (ODP tonnes)		N/A
Date of approval of country programme		Dec. 2004
ODS consumption reported in country programme (2003), (ODP tonnes)		0
Latest reported ODS consumption (2005) (ODP tonnes)		0.1

Annex I

Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	1.7
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.0
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	0.0
Latest consumption of controlled substances 2005 (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs)	0.0
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	0.1
(f) Annex E (Methyl bromide)	0.0
Amount approved for projects (US \$)	39,860
Amount disbursed (as at April 2006) (US \$):	0
ODS to be phased out (ODP tonnes)	0
ODS phased out (as at April 2006) (ODP tonnes)	0

16. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		<u>US \$</u>
(a)	Investment projects	0
(b)	Institutional strengthening (including agency support cost)	15,000
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	24,860
	Total:	39,860

Progress report

17. The implementation of the first phase (Dec 2004 – Dec 2005) of the Institutional Strengthening Project in Cook Islands was satisfactory. During this phase, the country established its National Compliance Centre in 2005 linked with the National Environment Service, conducted training programme for refrigeration technicians, implemented awareness activities, and initiated the development of ODS legislation through consultation with stakeholders.

Plan of action

18. During the next phase (phase 2, Jan 2007 to Jan 2008) Cook Islands will be working towards implementing the remaining activities under the Regional PIC strategy through establishment of the ODS regulations and licensing system, training of customs officers and continues national awareness programmes. The Ozone Unit also plans to establish a workable monitoring and licensing system to control import and export of ODS especially at the border.

Dominica: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile	
Implementing Agency:	UNDP
Amounts previously approved for institutional strengthening:	
Phase I: November 1998	30,000
Phase II (Year 1): April 2004	13,000
Phase 2 (Year 2): April 2005	13,000
Total	56,000
Amount requested for renewal (Phase III) (US \$):	60,000
Amount recommended for approval for Phase III (US \$)	60,000
Agency support costs (US \$)	0
Total cost of institutional strengthening Phase III to the Multilateral Fund (US \$)	60,000
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase III at US \$12.1/kg (ODP tonnes)	Not applicable
Date of approval of country programme	November 1998
ODS consumption reported in country programme (1997), (ODP tonnes)	1.4
Latest reported ODS consumption (2005) (ODP tonnes)	1.9
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	1.48
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	-
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	-
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	-
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	-
Latest consumption of controlled substances (ODP tonnes):	
(a) Annex A Group I (CFCs)	1.39
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	0.51
(f) Annex E (Methyl bromide)	0.0
Amount approved for projects (US \$)	232,320
Amount disbursed (as of July 2006) (US \$):	102,947
ODS to be phased out (ODP tonnes)	0
ODS phased out (as of July 2006) (ODP tonnes)	0

19. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee

(a)	Investment projects	0
(b)	Institutional strengthening	59,900
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	172,420
	Total:	232,320

Progress Report

20. During the period under review the Commonwealth of Dominica completed the implementation of the refrigerant management plan, established "Standing Order" for the import control of ODS and ODS-containing technologies and initiated the implementation of its TPMP. In January of 2006 the training of customs officers was completed with training of 16 Senior Customs officers and some stakeholders as local trainers who subsequently trained 21 Customs

officers and other stakeholders. This Customs training has been incorporated as an ongoing programme at the Customs Training school. Similarly, 6 air conditioning and refrigeration technicians were trained as trainers who subsequently trained 21 technicians. One of the limitations of the refrigerant management plan approved for this country is that it did not include an investment component. With the Terminal Phase-out Management Plan approved at the 48th Meeting this limitation has been addressed.

Plan of Action

21. Dominica's level of CFC consumption in 2005 exceeded its maximum allowable limit under the Montreal Protocol's 50% reduction requirement as of 1 January 2005. Consequently, in June of 2006, Dominica prepared and submitted to the Ozone Secretariat a plan of Action to return to compliance to be considered by the Implementation Committee at its next meeting. Thus in the next phase of the institutional strengthening project Dominica will manage the Plan of action to return to compliance mainly through the implementation of the TPMP with the goal of meeting the 2007 CFC consumption phase-out schedule. For this purpose the National Ozone Steering Committee (NOSC) will be reconstituted. The activities to be undertaken under the action plan include:

- Management and enforcement of the ODS Legislation/Regulations include the Import/Export Licensing System;
- Continuation of training of Customs officers and refrigeration and air-conditioning technicians;
- The formation and strengthening of Dominica Association of Refrigeration and Air-Conditioning (DARAC);
- Continuation of public awareness, education and outreach programmes;
- Continued collaboration of the NOU with the various stakeholders/partners most specifically, the local importers of CFC refrigerants;
- Assessment of Dominica's capability to meet the 2007 and 2010 phase-out schedules and compilation and submission of consumption data
- Prepare for combating illegal trade in ODS.
- Continued involvement and participation in international and regional activities under the Montreal Protocol

Ethiopia: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile	
Implementing Agency:	UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$)	
Phase I: Oct. 1996	60,000
Phase II: Nov. 1999	40,300
Phase III: (year 1) April 2003	26,216
Total	126,516
Amount requested for renewal (Phase IV) (US \$):	60,000
Amount recommended for approval for Phase IV (US \$)	60,000
Agency support costs (US \$)	0
Total cost of institutional strengthening Phase IV to the Multilateral Fund (US \$)	60,000
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase IV at US \$12.1/kg (ODP tonnes)	N/A
Date of approval of country programme	Oct. 1996
ODS consumption reported in country programme (1994), (ODP tonnes)	61.2
Latest reported ODS consumption (2005) (ODP tonnes)	22.0
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	33.8
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	1.1
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.5
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	15.6
Latest consumption of controlled substances 2005 (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs)	15.0
(b) Annex A Group II (Halons)	0.4
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	0.0
(f) Annex E (Methyl bromide)	6.6
Amount approved for projects (US \$)	511,167
Amount disbursed (as at April 2006) (US \$):	338,418
ODS to be phased out (ODP tonnes)	8.4
ODS phased out (as at April 2006) (ODP tonnes)	0

Record shows no disbursement of phase III (2nd year)

22. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		US \$
(a)	Investment projects	123,169
(b)	Institutional strengthening (including agency support cost)	166,366
(c)	Project Preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	221,632
	Total:	511,167

Progress report

23. The implementation of the Montreal Protocol in Ethiopia is proceeding well. A draft national ODS regulation was completed and finalised based on comments derived from a national workshop. The draft regulation was also translated into Amharic, the national language.

The regulations will introduce a licensing system for ODS and import quotas. Fifty six customs officers were trained in the control of ODS importation. A survey of ODS imports and consumption was undertaken as basis for updating the Refrigerant Management Plan. A survey was also conducted on Halon 1211 and 1301 and a national halon bank workshop conducted. In 2003 Ethiopia hosted the 9th ODSNET/AF meeting for English-speaking African countries.

Plan of action

24. The NOU is responsible for coordination and monitoring implementation of the Institutional Strengthening project in Ethiopia. In the next phase of the project the NOU will: continue to promote awareness on ozone issues in order to sustain interventions so far made; seek Government's ratification of all Amendments to the Montreal Protocol; establish regulations which include a licensing system; implement the activities specified in the Refrigerant Management Plan Update e.g. training of customs officers and refrigeration technicians; and carry out activities to strengthen control of ODS importation and consumption. Ethiopia met the 1999 freeze and the 50% reduction in CFCs in 2005. It is expected that by continuing institutional strengthening activities 85% reduction of CFCs consumption will be achieved by 2007.

Fiji: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile	
Implementing Agency:	UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$)	
Phase I: March 1994	65,890
Phase II: Nov. 1999	43,930
Phase III: July 2002	57,000
Phase IV (year 1): Dec. 2004	30,000
Phase IV (year 2): Nov. 2005	30,000
Total	226,820
Amount requested for renewal (Phase V) (US \$):	60,000
Amount recommended for approval for Phase V (US \$)	60,000
Agency support costs (US \$)	0
Total cost of institutional strengthening Phase V to the Multilateral Fund (US \$)	60,000
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase V at US \$12.1/kg (ODP tonnes)	N/A
Date of approval of country programme	June 1993
ODS consumption reported in country programme (1991), (ODP tonnes)	20.3
Latest reported ODS consumption (2005) (ODP tonnes)	6.0
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	33.4
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.0
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	0.7

Latest consumption of controlled substances 2005 (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs)	0.0
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	5.1
(f) Annex E (Methyl bromide)	0.9
Amount approved for projects (US \$)	807,173
Amount disbursed (as at April 2006) (US \$):	410,228
ODS to be phased out (ODP tonnes)	7.8
ODS phased out (as at April 2006) (ODP tonnes)	5.0

25. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		<u>US \$</u>
(a)	Investment projects	416,788
(b)	Institutional strengthening (including agency support cost)	241,097
(c)	Project Preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	149,288
	Total:	807,173

Progress report

26. The implementation of the fourth phase of the Institutional Strengthening Project in Fiji was satisfactory. The significant achievement was the phased out CFCs with zero import, zero export and 3.3% reduction plan for HCFC importers. Under the enforcement of licensing system and legislation for ODS, 369 technicians 154 stores received permits, 29 import permits were issued, 163 licenses to handle ODS were renewed, and 92 permits to store controlled substances were renewed. The Methyl Bromide Working Group was formally established and assisted in developing the MB phase out strategy. The Beijing and Montreal Amendments were also ratified during this period.

Plan of action

27. During the next phase (phase 5, Jan 2007 to Jan 2009) the objectives are to implement the TPMP for the country, implement the MB phase out plan, continue raising awareness and work with line ministries to build capacity and initiate policy review. The Ozone Unit will, during this period, fully enforce the ODS legislation and licensing system. The training programme for refrigeration technicians and customs officer to provide support and assistance to public and industries will also be continued.

Gabon: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile	
Implementing Agency:	UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$)	
Phase I: May 1997	45,600
Phase II: Dec. 2000	30,400
Phase III: July 2002	39,520
Phase IV: Dec. 2004	60,000
Total	175,520
Amount requested for renewal (Phase V) (US \$):	60,000
Amount recommended for approval for Phase V (US \$)	60,000
Agency support costs (US \$)	0
Total cost of institutional strengthening Phase II to the Multilateral Fund (US \$)	60,000
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase V at US \$12.1/kg (ODP tonnes)	N/A
Date of approval of country programme	May 1997
ODS consumption reported in country programme (1995), (ODP tonnes)	95.3
Latest reported ODS consumption (2005) (ODP tonnes)	3.6
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	10.3
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.0
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	0.0
Latest consumption of controlled substances 2005 (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs)	2.1
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	1.5
(f) Annex E (Methyl bromide)	0.0
Amount approved for projects (US \$)	781,246
Amount disbursed (as at April 2006) (US \$):	651,726
ODS to be phased out (ODP tonnes)	14.4
ODS phased out (as at April 2006) (ODP tonnes)	12.0

28. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		<u>US \$</u>
(a)	Investment projects	486,212
(b)	Institutional strengthening (including agency support cost)	185,400
(c)	Project Preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	109,634
	Total:	781,246

Progress report

29. The main objective of the phase IV was to coordinate the completion of ODS phase out activities in view of ensuring the total phase-out ahead of the phase-out schedule. The major activities coordinated by the NOU Gabon were the completion of the RMP update projects (training of technicians and customs officers), public awareness, enforcement of ODS

regulations including CEMAC sub-regional regulations and preparation of a TPMP. The National Ozone Unit continued to enjoy full support of the government of Gabon since the ODS Officer is also a technical adviser to the Vice-Prime Minister, Minister of Environment and Protection of Nature. The cooperation with other ministerial departments was successfully facilitated through the National Ozone Committee. Inter-ministerial consultations were held for the implementation of the CEMAC regulations. Awareness activities were carried out through workshops organised for decision makers and university students. Other awareness activities include meetings with parliamentarians and other decision makers and associations of businessmen. Awareness video materials are regularly broadcast on several national TV stations. The national Ozone Unit of Gabon reported article 7 data to Ozone Secretariat and Progress on CP implementation to the Fund Secretariat on a regular basis.

Plan of action

30. During the next phase of the IS project, The NOU Gabon will be coordinating the implementation of all phase out activities under the TPMP that is being developed. The Government of Gabon through the National Ozone Unit, the Department of Trade and Administration of Customs will ensure the reinforcement of the CEMAC ODS regulations. The Ozone Unit will continue to work ensuring that incentives are in place to discourage use of ODS and promote use of alternatives with the aim of ensuring total phase out by end of 2008. Awareness activities will also be increased targeting more stakeholders, especially the business community and additional training will be provided to refrigeration technicians in view of accelerating the transfer to CFC free technologies. The NOU intends to encourage the reviews of training curricula in schools to include Ozone related.

Grenada: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile	
Implementing Agency:	UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$)	
Phase I: March 2000	30,000
Phase II: Dec. 2002	18,000
Total	48,000
Amount requested for renewal of Phase III (US \$):	60,000
Amount recommended for approval for Phase III (US \$)	60,000
Agency support costs (US \$)	0
Total cost of institutional strengthening Phase II to the Multilateral Fund (US \$)	60,000
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase III at US \$12.1/kg (ODP tonnes)	N/A
Date of approval of country programme	March 2000
ODS consumption reported in country programme (1998), (ODP tonnes)	3.9
Latest reported ODS consumption (2005) (ODP tonnes)	0.6
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	6.0
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.0
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	0.0

Annex I

Latest consumption of controlled substances 2005 (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs)	0.6
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	0.1
(f) Annex E (Methyl bromide)	0.0
Amount approved for projects (US \$)	337,433
Amount disbursed (as at April 2006) (US \$):	143,647
ODS to be phased out (ODP tonnes)	1.2
ODS phased out (as at April 2006) (ODP tonnes)	1.0

31. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		<u>US \$</u>
(a)	Investment projects	183,173
(b)	Institutional strengthening (including agency supplement)	51,900
(c)	Project Preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	102,360
	Total:	337,433

Progress report

32. In 2004, the Government Building housing the NOO was severely damaged by Hurricane Ivan. To date the NOO has returned to its original facilities and has begun re-equipping the office and searching for needed resources. Grenada is in the process of preparing comprehensive legislation in the form of an Act to support the ODS phase out in the country. The ODS Licensing and quota system was put in place in March of 2006. Under the Ministerial order of March 2006 no imports of CFC or CFC containing equipment can be made without a license. The permission to import CFC will also include the permitted annual amounts of CFCs. With the implementation of the Licensing System, consumption (imports) of CFCs is to be completely phased out by 31 December 2009 consistent with the Montreal Protocol schedule.

Plan of action

33. For the coming phase, Grenada will continue to manage and enforce its ODS licensing system, complete the implementation of the RMP, and work towards meeting 2007 phase-out requirements. Refrigeration Service technicians training will be continued, as well as the implementation of their awareness and outreach programme. Priority will be given to rebuilding the National Ozone Office.

Guinea: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile	
Implementing Agency:	UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$)	
Phase I: Nov. 1995	50,000
Phase II: July 1999	33,333
Phase III: July 2001	33,333
Phase IV: Dec. 2003	43,333
Total	159,999
Amount requested for renewal (Phase V) (US \$):	60,000
Amount recommended for approval for Phase V (US \$)	60,000
Agency support costs (US \$)	0
Total cost of institutional strengthening Phase V to the Multilateral Fund (US \$)	60,000
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase V at US \$12.1/kg (ODP tonnes)	N/A
Date of approval of country programme	Nov. 1995
ODS consumption reported in country programme (1993), (ODP tonnes)	38.4
Latest reported ODS consumption (2004) (ODP tonnes)	16.7
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	42.4
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	8.6
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.0
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	0.0
Latest consumption of controlled substances 2004 (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs)	16.7
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	0.0
(f) Annex E (Methyl bromide)	0.0
Amount approved for projects (US \$)	646,023
Amount disbursed (as at April 2006) (US \$):	468,498
ODS to be phased out (ODP tonnes)	17.9
ODS phased out (as at April 2006) (ODP tonnes)	12.9

34. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		<u>US \$</u>
(a)	Investment projects	321,362
(b)	Institutional strengthening (including agency support cost)	175,166
(c)	Project Preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	149,495
	Total:	646,023

Progress report

35. The phase IV of the Institutional Strengthening Project for Guinea has been implemented successfully and achieved all its expected goals. The RMP activities are being successfully implemented and training of customs officers is ongoing alongside the enforcement of ODS regulations. Awareness activities are also being carried out and importers are being encouraged

to import equipments using alternative refrigerant and the use of these alternatives are on the increase. The NOU has also been coordinating the implementation of investment projects under the RMP with UNDP as implementing agency. Guinea is already meeting requirement for reduction of 50% in CFCs consumption (2005) and is likely to meet the 85% reduction of CFCs consumption by 2007.

Plan of action

36. The National Ozone Unit of Guinea is playing a key role in assisting the Government in meeting its obligations under the Montreal Protocol and in protecting the Ozone Layer. During the next period, the NOU will coordinate the enforcement of ODS regulations, complete the remaining RMP activities, monitor the success of these activities, coordinate the preparation and implementation of a TPMP and continue coordinating awareness raising activities through various media.

Guinea Bissau: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile	
Implementing Agency:	UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$)	
Phase I (start-up): March 2003	30,000
Phase I (end and 3 rd years): July 2004	60,000
Total	90,000
Amount requested for renewal (Phase II) (US \$):	60,000
Amount recommended for approval for Phase II (US \$)	60,000
Agency support costs (US \$)	0
Total cost of institutional strengthening Phase II to the Multilateral Fund (US \$)	60,000
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase II at US \$12.1/kg (ODP tonnes)	N/A
Date of approval of country programme	July 2004
ODS consumption reported in country programme (2003), (ODP tonnes)	29.7
Latest reported ODS consumption (2004) (ODP tonnes)	25.2
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	26.3
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.0
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	0.0
Latest consumption of controlled substances 2004 (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs)	25.2
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	0.0
(f) Annex E (Methyl bromide)	0.0
Amount approved for projects (US \$)	669,593
Amount disbursed (as at April 2006) (US \$):	118,628
ODS to be phased out (ODP tonnes)	8.8
ODS phased out (as at April 2006) (ODP tonnes)	0

37. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		<u>US \$</u>
(a)	Investment projects	484,918
(b)	Institutional strengthening (including agency support cost)	67,800
(c)	Project Preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	116,875
	Total:	669,593

Progress report

38. The National Ozone Unit of Guinea Bissau has been fully operational since 2003. The NOU consists of two professionals working full time under the supervision of the Director of Environment and forest. This has allowed the NOU to work efficiently. RMP activities are being successfully implemented and training of customs officers and technicians in refrigeration are ongoing. Awareness activities are also being carried on and traders are encouraged to import equipment using alternative refrigerant and the use of these alternatives are on the increase. The NOU also has been coordinating the implementation of investment project under the RMP with UNDP as implementing agency. With the support provided through the IS project, the National Ozone Unit of Bissau Guinea was able to collect data on ODS consumption and reported Article 7 data to Ozone Secretariat. Progress reports on CP implementation were also sent to the Fund Secretariat.

Plan of action

39. During the next phase of the IS project, the NOU will be coordinating the implementation of all phase out activities of the RMP and the preparation of the TPMP. The enforcement of the quota system will limit the quantities of ODS imported in the country. The Government of Guinea Bissau intends to undertake more awareness activities towards the public and stakeholders. The NOU will complete the RMPs programme and develop activities for the TPMP. The funding of the IS project will allow the country to meet the 85% reduction by end of 2006 and intensify training and awareness activities.

40. The full time NOU staff team will be able to meet all reporting requirements to UNEP as implementing agency as well as report progress to the Fund Secretariat and article 7 data to Ozone Secretariat.

Haiti: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile		
Implementing Agency:		UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$)		
Phase I (year 1): Nov. 2002		50,000
Phase I (year 2 and 3): July 2004		100,000
Total		150,000
Amount requested for renewal (Phase II) (US \$):		100,000
Amount recommended for approval for Phase II (US \$)		100,000
Agency support costs (US \$)		0
Total cost of institutional strengthening Phase II to the Multilateral Fund (US \$)		100,000
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase II at US \$12.1/kg (ODP tonnes)		N/A
Date of approval of country programme		March 2003

Annex I

ODS consumption reported in country programme (2002), (ODP tonnes)	170.4
Latest reported ODS consumption (2005) (ODP tonnes)	85.6
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	169.0
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	1.5
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.2
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	0.0
Latest consumption of controlled substances 2005 (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs)	81.4
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	4.2
(f) Annex E (Methyl bromide)	0.0
Amount approved for projects (US \$)	595,354
Amount disbursed (as at April 2006) (US \$):	218,032
ODS to be phased out (ODP tonnes)	14.0
ODS phased out (as at April 2006) (ODP tonnes)	0

41. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		<u>US \$</u>
(a)	Investment projects	393,374
(b)	Institutional strengthening (including agency support cost)	150,000
(c)	Project Preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	51,980
	Total:	595,354

Progress report

42. During the period from July 2004 to June 2006, Haiti advanced in the implementation of the Institutional Strengthening Project. In particular, the National Ozone Unit was able to work together with the private sector in order to tackle the issue of ozone depletion. Particularly, the Governmental Ozone Committee was created, which is working well together with the NOU.

43. Haiti's ODS consumption has been reduced to comply with their commitments under the Montreal Protocol as shown in the 2005 data reports.

Plan of Action

44. The planned activities for the next phase, from July 2006 to June 2008, include several issues including the implementation of the Import/Export Licensing System, as well as of the Refrigerant Management Plan and encouragement to the establishment of an Association of Refrigeration and Air Conditioning Technicians. Also a strategy for Halon Management will be designed. Activities to develop measures to address illegal trade of ODS are also being developed, and the NOU will continue gathering of ODS data and its corresponding trend analysis. Public awareness, activities are planned to raise awareness among the general public as well as among policy and decision makers in order to keep ozone layer protection issues as a priority.

Honduras: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile	
Implementing Agency:	UNEP
Amounts Previously approved for institutional strengthening (US \$)	
Phase I: Oct 1996	66,000
Phase II: Dec 2000	44,000
Phase III July 2003	57,200
Phase IV April 2005	60,000
Total	227,200
Amount requested for renewal (Phase V) (US \$):	60,000
Amount recommended for approval for Phase V (US \$)	60,000
Agency support costs (US \$)	0
Total cost of institutional strengthening Phase V to the Multilateral Fund (US \$)	60,000
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase V at US \$12.1/kg (ODP tonnes)	N/A
Date of approval of country programme	Oct 1996
ODS consumption reported in country programme (1994), (ODP tonnes)	435.2
Latest reported ODS consumption (2005) (ODP tonnes)	448.16
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	331.64
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.0
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	259.43
Latest consumption of controlled substances 2005 (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs)	122.60
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	9.96
(f) Annex E (Methyl bromide)	315.6
Amount approved for projects (US \$)	3,342,025
Amount disbursed (as at April 2006) (US \$):	2,941,478
ODS to be phased out (ODP tonnes)	243.5
ODS phased out (as at April 2006) (ODP tonnes)	227.2

45. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		<u>US \$</u>
(a)	Investment projects	2,942,300
(b)	Institutional strengthening (including agency support cost)	241,500
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	158,225
	Total:	3,342,025

Progress Report

46. Since April 2005, Honduras has been advancing on the institutional strengthening project. In particular, they have established strategic alliances with institutions such as the Special Environment Prosecution Agency and the Border Police in the fight for complying with

the policies regulating Ozone Depleting Substances (ODS), import controls and the ban implementation for imports of ODS-based equipment.

47. Furthermore, they have fostered public awareness in the country by including the international ozone day celebration within the environmental dates to be taken into account by the public, as well as promoting the ozone protection issue at education centres with the support of the private sector.

48. Finally, Honduras is in compliance with their commitments under the Montreal Protocol according to the Action Plan approved by MOP 16.

Plan of Action

49. The planned activities for the next phase, from April 2007 to March 2009, include several issues including keeping the operation of the Technical Ozone Unit for guaranteeing the ODS phase out in the period 2007-2009. Such measures are the efficient adoption of alternatives to MeBr in melon growing through the second phase of the investment project, the implementation of the current RMP updates and the preparation of National Plan of Elimination of other ODS. Regarding public awareness, activities are planned to continue raising awareness among the general public through education centres at different education levels.

50. Additionally, activities are foreseen to watch the strict application of the ODS use Ruling and for a continued implementation of the quota system for ODS imports. Honduras will also have activities designed for the Ratification of the Montreal and Beijing Amendments.

Kyrgyzstan: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile	
Implementing Agency:	UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$)	
Phase I : July 2002	133,650
Phase II: Dec. 2004	115,830
Total	249,480
Amount requested for renewal (Phase III) (US \$):	115,830
Amount recommended for approval for Phase III (US \$)	115,830
Agency support costs (US \$)	0
Total cost of institutional strengthening Phase III to the Multilateral Fund (US \$)	115,830
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase III at US \$12.1/kg (ODP tonnes)	N/A
Date of approval of country programme	July 2002
ODS consumption reported in country programme (2000), (ODP tonnes)	67.3
Latest reported ODS consumption (2005) (ODP tonnes)	16.4
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	72.9
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.0
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	14.2

Latest consumption of controlled substances 2005 (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs)	8.1
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	0.7
(f) Annex E (Methyl bromide)	7.6
Amount approved for projects (US \$)	1,293,482
Amount disbursed (as at April 2006) (US \$):	656,100
ODS to be phased out (ODP tonnes)	28.2
ODS phased out (as at April 2006) (ODP tonnes)	9.0

51. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		<u>US \$</u>
(a)	Investment projects	689,252
(b)	Institutional strengthening (including agency support cost)	249,480
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	354,750
	Total:	1,293,482

Progress report

52. During the second phase (January 2005 – December 2006) Kyrgyzstan r adopted the law on ‘ratification of Beijing Amendment’ and a legal draft on ‘ozone layer protection’ was prepared and is now being reviewed by the Parliament. As far as CFC reduction is concerned, 2,589 kg of CFC-12 were phased out in 2004-2006. An additional workshop on awareness raising was held where 32 persons participated. 37 heads of enterprises participated in another workshop. 495 refrigeration technicians were trained in various workshops and it was agreed that trained technicians in turn will conduct training for other technicians. 101 customs officers have been trained. Customs posts in the regions were given ODS detectors. 469 units of recovery & recycling equipment were received and distributed. Three CFC recycling centres were established – including one mobile. The NOU also organized seminars on substitute technologies and ODS alternatives. Links were established with other National Ozone Units in other countries of the Region (Armenia, Georgia, Kazakhstan, Moldova, Uzbekistan and China). A trilateral meeting of NOUs and customs authorities of Kazakhstan, China & Kyrgyzstan was held in August 2005 in Cholpon-Ata. Various awareness raising material such as a video film, newspaper articles were developed and distributed as well as teaching aids on ‘ozone layer for teachers’ which were introduced in the curricula of secondary schools. A website describing the activities of the Ozone Center in Kyrgyzstan was launched. Finally, all reports due were submitted in time to the MFS, Ozone Secretariat and UNEP.

Plan of action

53. The National Ozone Unit is located at the Ministry of Ecology & Emergency Situations of the Kyrgyz Republic. The Ozone Centre is responsible for coordinating all ODS phase-out activities, assisting in preparing training courses, maintaining good ties with representatives of other ministries, industry and other stakeholders. During the next phase (phase 3, Jan 2007 to Jan 2009) the Kyrgyz Republic plans to phase-out of CFC by January 2009 in line with the Country Programme, take measures to control illegal CFC trade, conduct refrigeration training

and continue with raising public awareness. In particular, the Ozone Centre plans to introduce a special curriculum 'Mechanical engineering of refrigeration equipment and air conditioning systems' at the State Technical University.

Lao PDR: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile	
Implementing Agency:	UNEP
Amount previously approved for institutional strengthening (US \$)	
Phase I: July 2001	66,000
Phase II: July 2004	57,200
Total	123,200
Amount requested for renewal (Phase III) (US \$):	60,000
Amount recommended for approval for Phase III (US \$)	60,000
Agency support costs (US \$)	0
Total cost of institutional strengthening Phase III to the Multilateral Fund (US \$)	60,000
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase III at US \$12.1/kg (ODP tonnes)	N/A
Date of approval of country programme	July 2001
ODS consumption reported in country programme (1999), (ODP tonnes)	43.3
Latest reported ODS consumption (2005) (ODP tonnes)	23.1
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	43.3
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	0.0
© Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.0
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	0.0
Latest consumption of controlled substances 2005 (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs)	23.1
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	0.0
(f) Annex E (Methyl bromide)	0.0
Amount approved for projects (US \$)	960,218
Amount disbursed (as at April 2006) (US \$):	512,740
ODS to be phased out (ODP tonnes)	28.6
ODS phased out (as at April 2006) (ODP tonnes)	16.0

54. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		US \$
(a)	Investment projects	657,481
(b)	Institutional strengthening (including agency support cost)	131,780
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	170,957
	Total:	960,218

Progress report

55. The implementation of the second phase (July 2004 – July 2006) of the Institutional Strengthening Project in Lao was satisfactory. The most significant achievement of this period

was the reduction of CFC consumption in 2005 to 19.46 ODP tonnes, which is below the 50% baseline level. Lao's also established the track and cross check mechanism with the customs and with importers for the enforcement and monitoring of ODS import and export licensing and quota system and existing laws and regulations, Customs officers started to enforce and monitor ODS trade at the border after receiving ODS identification kits at all entry points in July 2006 and established a regular contact with Singapore NOU regarding the export from Singapore via Vietnam to Laos and Thailand. 40 customs officers and 20 technicians were trained under the RMP project implementation and Recovery and Recycling equipments were installed at five Technical Institute of Ministry of Education and Lao National University. Finally, all reports due were submitted in time to the MFS, Ozone Secretariat and UNEP.

Plan of action

56. The National Ozone Unit is located at the Science Technology and environment Agency of Lao. The Ozone Unit is responsible for coordinating all ODS phase-out activities, assisting in preparing training courses, maintaining good ties with representatives of other ministries, industry and other stakeholders. During the next phase (phase 3, Jan 2007 to Jan 2009) the objectives of the NOU will include enforcement and monitoring of ODS import/export licensing and quota system and existing laws and regulations. Coordination with Thailand, Vietnam and Singapore NOU to control ODS imports to Lao PDR, training of technicians in good practices in refrigeration, introduction of trade incentives, such as duty exemption/ reduction in ozone friendly products, strengthening the training of customs officers and customs procedures and further enforce and strictly conduct ODS check-ups at all entry points and submit timely reporting to Ozone Secretariat, Multilateral fund and Implementing Agency.

Maldives: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile	
Implementing Agency:	UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$)	
Phase I: March 1994	41,250
Phase II: July 2002	35,753
Phase III: Dec. 2004	60,000
Total	137,003
Amount requested for renewal (Phase IV) (US \$):	60,000
Amount recommended for approval for Phase IV (US \$)	60,000
Agency support costs (US \$)	0
Total cost of institutional strengthening Phase IV to the Multilateral Fund (US \$)	60,000
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase IV at US \$12.1/kg (ODP tonnes)	N/A
Date of approval of country programme	June 1993
ODS consumption reported in country programme (1991), (ODP tonnes)	5.0
Latest reported ODS consumption (2005) (ODP tonnes)	2.7
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	4.6
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.0
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	0.0

Annex I

Latest consumption of controlled substances 2005 (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs)	0.0
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	2.7
(f) Annex E (Methyl bromide)	0.0
Amount approved for projects (US \$)	422,211
Amount disbursed (as at April 2006) (US \$):	307,689
ODS to be phased out (ODP tonnes)	3.5
ODS phased out (as at April 2006) (ODP tonnes)	0

57. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		<u>US \$</u>
(a)	Investment projects	226,000
(b)	Institutional strengthening (including agency support cost)	142,366
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	53,845
	Total:	422,211

Progress report

58. The most significant achievement of the third phase of the institutional strengthening project in Maldives was compliance with the phase out schedule as agreed in the Plan of Action. Maldives also organised public awareness activities including Ozone day, TV films and banners, published information booklets, posters, stickers, calendars and etc. There was an exhibition on ozone friendly products, which was a good example of involving the industry stakeholders in the phase-out process. Public schools and children awareness activities were also undertaken, the licensing system for regulating the imports of CFCs was strengthened. More than 40 technicians were trained on good practices in refrigeration while more than 100 customs and law enforcement officers were trained under the customs training programme. ODS identification kits have been distributed to customs and in all the entry points. Finally, all reports due were submitted in time to the MFS, Ozone Secretariat and UNEP.

Plan of action

59. The National Ozone Unit is located in the Ministry of Environment Energy Water/ Environment Research Centre of the Maldives. The Ozone Centre is responsible for coordinating all ODS phase-out activities, assisting in preparing training courses, maintaining good ties with representatives of other ministries, industry and other stakeholders. During the next (phase 4, Jan 2007 to Jan 2009) Maldives plans to continue to enforce and monitor ODS import/export licensing and quota system and existing laws and regulations. Coordinate with China NOO to control imports to Maldives, monitor and manage the existing ODS stock in the country, continue to retrofit the existing air conditioning systems in MACs in atolls and local communities, conduct awareness and training workshops for refrigeration and air conditioning technicians in resorts and hotels in good practices in refrigeration, recovery and recycling, retrofitting and illegal trade in ODS and fulfil the reporting requirements under the Montreal Protocol.

Mali: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile	
Implementing Agency:	UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$)	
Phase I: March 1998	70,000
Phase II: Dec. 2001	46,667
Phase III: Dec. 2004	60,677
Total	177,344
Amount requested for renewal (Phase IV) (US \$):	60,677
Amount recommended for approval for Phase IV (US \$)	60,677
Agency support costs (US \$)	0
Total cost of institutional strengthening Phase IV to the Multilateral Fund (US \$)	60,677
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase IV at US \$12.1/kg (ODP tonnes)	N/A
Date of approval of country programme	March 1998
ODS consumption reported in country programme (1995), (ODP tonnes)	103.9
Latest reported ODS consumption (2004) (ODP tonnes)	27.5
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	108.1
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.0
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	0.0
Latest consumption of controlled substances 2004 (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs)	25.0
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	2.5
(f) Annex E (Methyl bromide)	0.0
Amount approved for projects (US \$)	891,543
Amount disbursed (as at April 2006) (US \$):	656,434
ODS to be phased out (ODP tonnes)	25.8
ODS phased out (as at April 2006) (ODP tonnes)	25.5

60. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		<u>US \$</u>
(a)	Investment projects	546,429
(b)	Institutional strengthening (including agency supplement)	192,511
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	152,603
	Total:	891,543

Progress report

61. The activities carried out in the context of the Institutional Strengthening Project for Mali in the period of 2005 and 2006 were satisfactory. All main objectives set for the period were met, including awareness raising campaign, assisting implementing agencies in the implementation of approved projects, including training activities under RMP update, coordination of the implementation of ODS regulations including UEMOA regulations and submission of reports to

the Ozone Secretariat and to the Multilateral Funds Secretariat. The National Ozone Unit is located at the Ministry of Environment and cooperates with the various government institutions and stakeholders organisations on Ozone Protection issues.

Plan of action

62. In the next two years the Mali plans to undertake additional RMP activities with the view to achieving 100% ODS phase-out by the year 2009, expedite the process for adaptation to alternative technologies, reinforce legislative and regulatory measures to prevent imports and use of ODS through the harmonized UEMOA ODS regulations, strengthen capacity of government structures in charge of control measures such as customs border points, facilitate the preparation of TPMP and ensure coordination and monitoring of approved activities and submit annual data reports and CP implementation reports to the Ozone Secretariat and to the MLF Secretariat.

Marshall Islands: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile	
Implementing Agency:	UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$)	
Phase I: March 2002	34,000
Total	34,000
Amount requested for renewal Phase II (year 1) (US \$):	30,000
Amount recommended for approval for Phase II (year 1) (US \$)	30,000
Agency support costs (US \$)	0
Total cost of institutional strengthening Phase II to the Multilateral Fund (US \$)	30,000
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase II at US \$12.1/kg (ODP tonnes)	N/A
Date of approval of country programme	March 2002
ODS consumption reported in country programme (1999), (ODP tonnes)	1.1
Latest reported ODS consumption (2005) (ODP tonnes)	0
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	1.2
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.0
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	0.0
Latest consumption of controlled substances 2005 (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs)	0.0
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	0.0
(f) Annex E (Methyl bromide)	0.0
Amount approved for projects (US \$)	89,370
Amount disbursed (as at April 2006) (US \$):	71,350
ODS to be phased out (ODP tonnes)	0
ODS phased out (as at April 2006) (ODP tonnes)	0

63. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		<u>US \$</u>
(a)	Investment projects	0
(b)	Institutional strengthening (including agency support cost)	34,000
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	55,370
	Total:	89,370

Progress report

64. During the first phase (March 2002 – April 2005) of the institutional strengthening project Marshall Islands established the National Compliance Centre in November 2003 which consists of appointed member representatives from the Ministry of Public Works, NGOs and RMIEPA who serve actively in planning and awareness raising activities; enacted the Ozone Layer protection Regulation under the National Environment Protection Act 1984 in August 2004, conducted training for refrigeration technicians and customs officers and submitted all due reports in time to the MFS, Ozone Secretariat and UNEP.

Plan of action

65. The National Ozone Unit is located at the Environmental Protection Authority in Marshall Islands. The Ozone Unit is responsible for coordinating all ODS phase-out activities, assisting in preparing training courses, maintaining good ties with representatives of other ministries, industry and other stakeholders. During the next phase (phase 3, Jan 2007 to Jan 2009) Marshall Islands plans to enforce the regulation on importation of ODS using ODS containing equipment, continue conducting awareness campaign, introduce control of ODS including licensing and monitor closely the import and export at the border and submit required reports to Ozone Secretariat, Multilateral Fund and UNEP on time.

Mongolia: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile		
Implementing Agency:		UNEP
Amount previously approved for institutional strengthening (US \$)		
	Phase I : July 1999	66,000
	Phase II: March 2002	57,200
	Phase III: July 2004	57,200
	Total	180,400
Amount requested for renewal (Phase IV) (US \$):		60,000
Amount recommended for approval for Phase IV (US \$)		60,000
Agency support costs (US \$)		0
Total cost of institutional strengthening Phase IV to the Multilateral Fund (US \$)		60,000
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase IV at US \$12.1/kg (ODP tonnes)		N/A
Date of approval of country programme		July 1999
ODS consumption reported in country programme (1998), (ODP tonnes)		13.9
Latest reported ODS consumption (2005) (ODP tonnes)		4.3
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes)		
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)		10.6

Annex I

(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.0
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	0.0
Latest consumption of controlled substances 2005 (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs)	3.7
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	0.6
(f) Annex E (Methyl bromide)	0.0
Amount approved for projects (US \$)	731,657
Amount disbursed (as at April 2006) (US \$):	529,391
ODS to be phased out (ODP tonnes)	6.3
ODS phased out (as at April 2006) (ODP tonnes)	6.0

66. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		<u>US \$</u>
(a)	Investment projects	419,620
(b)	Institutional strengthening (including agency support cost)	188,980
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	123,057
	Total:	731,657

Progress report

67. In the third phase (July 2004 – July 2006), one of Mongolia's achievements is the reduction of 82.3 % in ODS imports for 2005 from 1999 due to regular monitoring of the country programme implementation. It has also completed an ODS inventory with ODS inspectors in the country and formalised arrangement with the Mongolia's Customs General Administration to exchange information on import of ODS and ODS contained equipment regulated by the Government. It also initiated a certification system for the trained refrigeration technicians and engineers who completed the training programme on good practice refrigeration technicians enabling him/her as qualified for Refrigeration Maintenance and service, and continued its public awareness work.

Plan of action

68. The National Ozone Unit is located at the Ministry of Nature and Environment of Mongolia. The Ozone Cell is responsible for coordinating all ODS phase-out activities, assisting in preparing training courses, maintaining good ties with representatives of other ministries, industry and other stakeholders. During the next phase (phase 4, Jan 2007 to Jan 2009) the objectives are to complete the activities under the TPMP which included the remaining training of refrigeration technicians and customs officers, enhance policy research of inter-linkage between the ozone and climate change convention, MEA and alternative technology, and continue to conduct regular public awareness raising through educating consumers on the impact of their consumption decisions.

Mozambique: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile	
Implementing Agency:	UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$)	
Phase I: Dec. 1994	92,400
Phase II: Dec. 2003	80,080
Total	172,480
Amount requested for renewal (Phase III) (US \$):	87,000
Amount recommended for approval for Phase III (US \$)	80,800
Agency support costs (US \$)	0
Total cost of institutional strengthening Phase III to the Multilateral Fund (US \$)	80,800
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase III at US \$12.1/kg (ODP tonnes)	N/A
Date of approval of country programme	Dec. 1994
ODS consumption reported in country programme (1998), (ODP tonnes)	32.4
Latest reported ODS consumption (2005) (ODP tonnes)	3.1
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	18.2
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	0.9
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.0
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	3.4
Latest consumption of controlled substances 2005 (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs)	1.2
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	0.4
(f) Annex E (Methyl bromide)	1.0
Amount approved for projects (US \$)	898,550
Amount disbursed (as at April 2006) (US \$):	716,294
ODS to be phased out (ODP tonnes)	6.9
ODS phased out (as at April 2006) (ODP tonnes)	7.0

69. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		<u>US \$</u>
(a)	Investment projects	661,356
(b)	Institutional strengthening (including agency support cost)	184,492
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	52,702
	Total:	898,550

Progress report

70. The implementation of the Montreal Protocol activities in Mozambique is going on successfully. During the period reported, the National Ozone Unit of Mozambique has implemented the required activities under the IS and RMP update activities and because of this, met the 50% CFC reduction. It is expected that by continuing with the ongoing activities the country will achieve a 100% of CFC reduction by 2010. The ODS regulations were recently finalised and waiting to be submitted for approval process within the government system. The

NOU embarked on an awareness programme, training for customs officers, refrigeration technicians and other stakeholders. The NOU carried out a national survey to determine uses and major users of methyl bromide.

Plan of action

71. The NOU is a responsible authority for coordination of the implementation of the IS programme and for monitoring of the implementation of the CFC update and proposed terminal phase out plan. The NOU of Mozambique will continue with the training programme for the technicians in the refrigeration sector and customs officers for implementation of the draft ODS regulations. The NOU will continue awareness raising programme through mass media, NGOs, workshops, and distribution of awareness materials such as news papers, brochures, pamphlets and others to the industry and other stakeholders.

Nauru: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile	
Implementing Agency:	UNEP
Amounts previously originated for institutional strengthening (US \$)	
Phase I: Dec. 2004	15,000
Total	15,000
Amount requested for renewal Phase I (year 2) (US \$):	15,000
Amount recommended for approval for Phase I (year 2) (US \$)	15,000
Agency support costs (US \$)	0
Total cost of institutional strengthening Phase I to the Multilateral Fund (US \$)	15,000
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase II at US \$12.1/kg (ODP tonnes)	N/A
Date of approval of country programme	Dec. 2004
ODS consumption reported in country programme (2003), (ODP tonnes)	0
Latest reported ODS consumption (2005) (ODP tonnes)	0.02
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	0.5
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.0
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	0.0
Latest consumption of controlled substances 2005 (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs)	0.02
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	0.0
(f) Annex E (Methyl bromide)	0.0
Amount approved for projects (US \$)	39,860
Amount disbursed (as at April 2006) (US \$):	0
ODS to be phased out (ODP tonnes)	0
ODS phased out (as at April 2006) (ODP tonnes)	0

72. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		<u>US \$</u>
(a)	Investment projects	0
(b)	Institutional strengthening (including agency support cost)	15,000
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	24,860
	Total:	39,860

Progress report

During this phase, Nauru established its National Compliance Centre in November 2003, conducted public awareness and education programme by visiting schools, communities and broadcasted activities through newspaper and radio program in Nauru; drafted the Ozone Layer protection Regulation finalized for Cabinet Submission. It is expected to be in force before the end of 2006.

Plan of action

73. The National Ozone Unit is located at the Department of Industry Commerce and Resources in Nauru. The Ozone Unit is responsible for coordinating all ODS phase-out activities, assisting in preparing training courses, maintaining good ties with representatives of other ministries, industry and other stakeholders. During the next phase (phase 2, Jan 2007 to Dec 2008) the objectives are to complete remaining activities under the Regional Strategy which include maintaining compliance with the Montreal Protocol; to adopt regulation on importation of ODS using ODS Containing equipment; to strengthen monitoring of import /export of ODS program, conduct public awareness campaign to protect the ozone, introduction of controls on ODS including licensing, including monitoring of applications, imports and exports at the border and to maintain the monitoring system to collect and report data on ODS import and exports.

Nepal: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile		
Implementing Agency:		UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$)		
	Phase I: Nov. 1998	62,000
	Phase II: July 2002	53,733
	Phase III: Dec. 2004	60,000
	Total	175,733
Amount requested for renewal (Phase IV) (US \$):		60,000
Amount recommended for approval for Phase IV (US \$)		60,000
Agency support costs (US \$)		0
Total cost of institutional strengthening Phase IV to the Multilateral Fund (US \$)		60,000
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase IV at US \$12.1/kg (ODP tonnes)		N/A
Date of approval of country programme		Nov. 1998
ODS consumption reported in country programme (1998), (ODP tonnes)		29.1
Latest reported ODS consumption (2005) (ODP tonnes)		0.1
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes)		
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)		27.0

Annex I

(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	2.0
© Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	0.9
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.0
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	0.0
Latest consumption of controlled substances 2005 (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs)	0.0
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.1
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	0.0
(f) Annex E (Methyl bromide)	0.0
Amount approved for projects (US \$)	646,863
Amount disbursed (as at April 2006) (US \$):	506,599
ODS to be phased out (ODP tonnes)	18.3
ODS phased out (as at April 2006) (ODP tonnes)	6.0

74. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		<u>US \$</u>
(a)	Investment projects	379,420
(b)	Institutional strengthening (including agency support cost)	183,793
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	83,650
	Total:	646,863

Progress report

75. The implementation of the third phase of the Institutional Strengthening Project in Nepal was satisfactory. The most significant achievement of this period was the preparation in 2004 of an inventory of seized CFCs to be marketed and there were two releases (27 tons in 2004, and 12MT in 2005 of CFC-12) of seized CFCs as per the established procedure, which were reported to the Ozone Secretariat. Nepal's other achievements include the prevention of unwanted imports of CFC containing equipment following better cross border coordination with India and China, and creating awareness to Importers of Refrigeration and air-conditioning equipment. The 2005 Meeting of the South Asia network of ODS Officers was also held in Kathmandu in 2005.

Plan of action

76. The National Ozone Unit is located at the Nepal Bureau of Standards and Metrology. The Ozone Cell is responsible for coordinating all ODS phase-out activities, assisting in preparing training courses, maintaining good ties with representatives of other ministries, industry and other stakeholders. During the next phase (phase 4, Jan 2007 to Jan 2009) the IS renewal will continue organising the training on good practices in refrigeration, procedures and standards for technicians of various grade/newcomers in this area. This will promote the certification system for refrigeration personnel being introduced in the country. A training programme related to Hydrocarbon refrigerants will also be initiated. The NOU will also continue to promote educational & awareness programs relating to ODS and ozone layer protection.

Niue: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile	
Implementing Agency:	UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$)	
Phase I: Dec. 2004	15,000
Total	15,000
Amount requested for renewal Phase I (year 2) (US \$):	15,000
Amount recommended for approval for Phase I (year 2) (US \$)	15,000
Agency support costs (US \$)	0
Total cost of institutional strengthening Phase I to the Multilateral Fund (US \$)	15,000
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase II at US \$12.1/kg (ODP tonnes)	N/A
Date of approval of country programme	Dec. 2004
ODS consumption reported in country programme (2003), (ODP tonnes)	0
Latest reported ODS consumption (2004) (ODP tonnes)	0
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	0.1
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.0
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	0.0
Latest consumption of controlled substances 2004 (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs)	0.0
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	0.0
(f) Annex E (Methyl bromide)	0.0
Amount approved for projects (US \$)	39,860
Amount disbursed (as at April 2006) (US \$):	0
ODS to be phased out (ODP tonnes)	0
ODS phased out (as at April 2006) (ODP tonnes)	0

77. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		US \$
(a)	Investment projects	0
(b)	Institutional strengthening (including agency support cost)	15,000
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	24,860
	Total:	39,860

Progress report

78. The first phase (Dec 2004 – Dec 2005) of implementation of the Institutional Strengthening Project in Niue was satisfactory. During this phase, the country established the National Compliance Centre in November 2003, initiated public awareness and education programme by visiting schools and communities was conducted and broadcasted through newspaper and radio program and drafted the Ozone Layer protection Regulation was developed with the assistance of a regional consultant for ODS. The country also conducted training programme for refrigeration technicians in July 2003;

Plan of action

79. The National Ozone Unit is located at the Department of Environment in Niue. The Ozone Unit is responsible for coordinating all ODS phase-out activities, assisting in preparing training courses, maintaining good ties with representatives of other ministries, industry and other stakeholders. During the next phase (phase 3, Jan 2007 to Jan 2009) the objectives are:

- (a) To maintain compliance with the Montreal Protocol and enforce regulation on importation of ODS using ODS Containing equipment;
- (b) To strengthen monitoring of import /export of ODS program;
- (c) To conduct public awareness campaign to protect the ozone, introduction of controls on ODS including licensing, including monitoring of applications, imports and exports at the border;
- (d) To maintain the monitoring system to collect and report data on ODS import and exports.

Rwanda: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile	
Implementing Agency:	UNEP
Amount previously approved for institutional strengthening (US \$)	
Phase I (year 1 start-up): March 2002	22,000
Phase I (years 2 and 3): Dec. 2003	64,600
Total	86,600
Amount requested for renewal (Phase II) (US \$):	60,000
Amount recommended for approval for Phase II (US \$)	60,000
Agency support costs (US \$)	0
Total cost of institutional strengthening Phase II to the Multilateral Fund (US \$)	60,000
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase II at US \$12.1/kg (ODP tonnes)	N/A
Date of approval of country programme	Dec. 2003
ODS consumption reported in country programme (2002), (ODP tonnes)	29.8
Latest reported ODS consumption (2005) (ODP tonnes)	13.3
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	30.4
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.0
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	0.0

Latest consumption of controlled substances 2005 (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs)	12.3
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	1.0
(f) Annex E (Methyl bromide)	0.0
Amount approved for projects (US \$)	424,161
Amount disbursed (as at April 2006) (US \$):	47,448
ODS to be phased out (ODP tonnes)	3.3
ODS phased out (as at April 2006) (ODP tonnes)	0

80. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		<u>US \$</u>
(a)	Investment projects	265,046
(b)	Institutional strengthening (including agency support cost)	86,600
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	72,515
	Total:	424,161

Progress report

81. The National Ozone Unit of Rwanda has been fully operational since 2002. The NOU is constituted with two professionals working at full time under the supervision of the Director of Environment Management Authority (REMA). This has allowed the NOU to work efficiently. RMP activities are being successfully implemented and training of customs officers and technicians in refrigeration are ongoing. Awareness activities are also being carried on and traders are encouraged to import equipment using alternative refrigerant and the use of these alternatives are on the increase. The NOU also has been coordinating the implementation of investment project under the RMP with UNDP as implementing agency. With the support provided through the IS project, the national ozone Unit of Rwanda was able to collect data on ODS consumption and reported Article 7 data to Ozone Secretariat. Progress reports on CP implementation were also sent timely to Multilateral Fund Secretariat.

Plan of action

82. During the next phase of the IS project, the NOU will be coordinating the implementation of all phase out activities of the RMP and the preparation of the TPMP. The enforcement of the quotas system will limit the quantities of ODS imported in the country. The government of Rwanda intends to undertake more awareness activities towards the public and stakeholders. The NOU will complete the RMP programme and develop activities for a TPMP. The funding of the IS project will allow the country to speed up the ODS phase-out in Rwanda. Ensure 75% reduction by end of 2006 and intensify training activities. The full time NOU staff team will be able to meet all reporting requirement to UNEP as implementing agency as well as CP progress report to the Fund Secretariat and Article 7 data to Ozone Secretariat.

Saint Vincent and the Grenadines: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile	
Implementing Agency:	UNEP
Amount previously approved for institutional strengthening (US \$)	
Phase I: July 1998	30,300
Phase II (year 1): April 2004	13,130
Phase II (year 2): April 2005	30,000
Total	73,430
Amount requested for renewal (Phase III) (US \$):	60,000
Amount recommended for approval for Phase III (US \$)	60,000
Agency support costs (US \$)	0
Total cost of institutional strengthening Phase III to the Multilateral Fund (US \$)	60,000
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase III at US \$12.1/kg (ODP tonnes)	N/A
Date of approval of country programme	July 1998
ODS consumption reported in country programme (1998), (ODP tonnes)	3.6
Latest reported ODS consumption (2005) (ODP tonnes)	1.03
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	1.8
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.0
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	0.0
Latest consumption of controlled substances 2005 (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs)	1.0
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	0.5
(f) Annex E (Methyl bromide)	0.0
Amount approved for projects (US \$)	404,419
Amount disbursed (as at April 2006) (US \$):	177,727
ODS to be phased out (ODP tonnes)	1.3
ODS phased out (as at April 2006) (ODP tonnes)	0

83. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		<u>US \$</u>
(a)	Investment projects	185,800
(b)	Institutional strengthening (including agency support cost)	77,369
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	141,250
	Total:	404,419

Progress report

84. Under the present institutional strengthening project (2005 to 2006) the following were completed:

- (a) Implementation and enforcement of the licensing and quota system.

- (b) Managing the continued implementation of Plan of Action to return to compliance
- (c) National coordination of activities to allow for the preparation and approval of the Terminal Phase Out management Plan
- (d) Revitalization of the Refrigeration Technicians Association and certification of technicians.
- (e) Continued public awareness program
- (f) Coordination of training in the monitoring and control of ODS by the Customs and Excise department. A total of 50 officers were trained in this period for this period under review.
- (g) Development and dissemination of public awareness campaign in ozone layer protection via the mass media
- (h) Hosted the main meeting of the Caribbean Network of Ozone Officers (April of 2006)

Plan of action

85. This request for an extension of the Institutional Strengthening project will allow for uninterrupted continuation of the national activities for sustaining Montreal Protocol commitments including the following:

- (a) Continue with the implementation of the National Plan of Action to return to compliance
- (b) Timely submission of the required reports to the Ozone and Multilateral Fund Secretariats
- (c) Completion of Ratification of the Montreal and Beijing Amendments.
- (d) Continued involvement and participation in international and regional activities for the Montreal Protocol.
- (e) Completion of submission Project termination reports for the present RMP and IS phases
- (f) Implementation of the Terminal Phase Out Management Plan and including:

Sao Tome and Principe: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile	
Implementing Agency:	UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$)	
Phase I (year 1- start-up): Nov. 2002	30,000
Phase I (year 2 and 3): Dec. 2004	40,000
Total	70,000
Amount requested for renewal (Phase II) (US \$):	60,666
Amount recommended for approval for Phase II (US \$)	60,666
Agency support costs (US \$)	0
Total cost of institutional strengthening Phase II to the Multilateral Fund (US \$)	60,666
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase II at US \$12.1/kg (ODP tonnes)	N/A
Date of approval of country programme	Nov. 2004
ODS consumption reported in country programme (2003), (ODP tonnes)	4.6
Latest reported ODS consumption (2004) (ODP tonnes)	2.25
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	4.7
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.0
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	0.0
Latest consumption of controlled substances 2004 (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs)	2.25
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	0.0
(f) Annex E (Methyl bromide)	0.0
Amount approved for projects (US \$)	394,225
Amount disbursed (as at April 2006) (US \$):	82,642
ODS to be phased out (ODP tonnes)	2.8
ODS phased out (as at April 2006) (ODP tonnes)	0

86. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		<u>US \$</u>
(a)	Investment projects	278,100
(b)	Institutional strengthening (including agency support cost)	70,000
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	46,125
	Total:	394,225

Progress report

87. During the period of phase I the IS project in Sao Tomé et Principe, the implementation was going on satisfactorily. The National Ozone Unit has been fully operational since 2004. During the phase 1 the country reported to UNEP on the progress report of projects. RMP activities implementation got delayed and training of technicians and customs officers were planned for September -October 2004. Awareness activities are also being carried out and traders are encouraged to import equipment using alternative refrigerants. The NOU also has

been coordinating the implementation of investment project under the RMP with UNDP as implementing agency.

Plan of action

88. During the next phase of the IS project, the NOU will be coordinating the implementation of all phase out activities of the CP/RMP and the preparation of the TPMP. The NOU intends to undertake more awareness activities towards the public and stakeholders. The NOU will complete the CP/RMP and develop activities for a TPMP. The funding of the IS project will allow to country to maintain full time NOU staff team which will be able to meet all reporting requirement to UNEP as implementing agency as well as report progress to the Fund Secretariat and Article 7 data to Ozone Secretariat.

Suriname: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile	
Implementing Agency:	UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$)	
Phase I: Dec. 2003	110,000
Total	110,000
Amount requested for renewal (Phase II) (US \$):	73,333
Amount recommended for approval for Phase II (US \$)	73,333
Agency support costs (US \$)	0
Total cost of institutional strengthening Phase II to the Multilateral Fund (US \$)	73,333
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase II at US \$12.1/kg (ODP tonnes)	N/A
Date of approval of country programme	Dec. 2003
ODS consumption reported in country programme (2002), (ODP tonnes)	46.0
Latest reported ODS consumption (2005) (ODP tonnes)	8.5
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	41.3
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.0
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	0.0
Latest consumption of controlled substances 2005 (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs)	7.5
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	1.0
(f) Annex E (Methyl bromide)	0.0
Amount approved for projects (US \$)	656,990
Amount disbursed (as at April 2006) (US \$):	193,440
ODS to be phased out (ODP tonnes)	16.0
ODS phased out (as at April 2006) (ODP tonnes)	0

89. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		<u>US \$</u>
(a)	Investment projects	500,190
(b)	Institutional strengthening (including agency support cost)	110,000
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	46,800
	Total:	656,990

Progress report

90. Suriname is in compliance with the Montreal Protocol on the Phase out of Ozone Depleting Substances. The Institutional Strengthening Project (Phase 1) was approved in December of 2003 for three years. During this phase, the National Ozone Office was established within the National Institute of Environment and Development (NIMOS). NIMOS is the implementing agency whilst the Ministry of Labour, Technological Development and the Environment provided policy and legislative support to the ozone programme. A major factor for this success is having a highly skilled and sufficiently high level dedicated ozone officer. Suriname is working towards the completion of the present RMP in December of 2006 with the completion of the (UNDP) investment components.

Plan of Action

91. During this new phase, Suriname will implement the following:

- (a) Management and enforcement of the Legislation and Import/export Licensing system pertaining to ODS consumption
- (b) Completion of present Refrigerant Management Plan Project
- (c) Preparation, submission and Implementation of a Terminal Phase-out Management Plan in 2007
- (d) Strengthening Suriname's ability to meet the 2007 and 2010 ODS phase out deadline
- (e) Further strengthening of the National Program Team, which consist of representatives from the Ministry of Environment, Ministry of Trade & Industry, Ministry of Agricultural, NIMOS, Customs, Fire Department, Bureau of Public Health, Refrigerant Technicians
- (f) Prepare and implement activities for combating illegal trade in ODS
- (g) Continuing Customs and Technicians training
- (h) Continued public awareness and education activities
- (i) Continued involvement and participation in International and regional activities for the Montreal Protocol.

Tanzania: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile	
Implementing Agency:	UNEP
Amount previously approved for institutional strengthening (US \$)	
Phase I: October 1996	66,000
Phase II: Dec. 2004	57,200
Total	123,200
Amount requested for renewal (Phase III) (US \$):	60,000
Amount recommended for approval for Phase III (US \$)	60,000
Agency support costs (US \$)	0
Total cost of institutional strengthening Phase II to the Multilateral Fund (US \$)	60,000
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase III at US \$12.1/kg (ODP tonnes)	N/A
Date of approval of country programme	10.1.1996
ODS consumption reported in country programme (1994), (ODP tonnes)	88.9
Latest reported ODS consumption (2005) (ODP tonnes)	104.7
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	253.9
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	0.3
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	0.1
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.0
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	0.0
Latest consumption of controlled substances 2005 (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs)	98.9
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	4.8
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	1.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	0.1
(f) Annex E (Methyl bromide)	0.0
Amount approved for projects (US \$)	2,145,199
Amount disbursed (as at April 2006) (US \$):	1,945,960
ODS to be phased out (ODP tonnes)	238.2
ODS phased out (as at April 2006) (ODP tonnes)	192.0

92. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		US \$
(a)	Investment projects	1,665,901
(b)	Institutional strengthening (including agency support cost)	131,780
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	347,518
	Total:	2,145,199

Progress report

93. The implementation of the Montreal Protocol in Tanzania is going on well. The Environmental Management Act (2004) came into force in July 2005. The regulations when effected will introduce a licensing system for ODS and import quotas. An awareness seminar attended by 100 stakeholders was organized for the commemoration of the International Ozone Layer in 2004. Twenty customs officers were trained in the control of ODS importation. A

Survey of ODS imports and consumption was undertaken as basis for updating the Refrigerant Management Plan. Also a survey of halons was undertaken in order to determine users in the country. Twenty five recovery and recycling equipment were distributed to servicing workshops and Vocation Training Centres. Hence a network of Recovery and Recycling of CFCs has been established by these servicing workshops and the Recovery and Recycling Centre that was launched in 2004. Commemoration of the International Ozone Day in 2005 involved: exhibition of Ozone friendly products and demonstrations of good refrigeration practices; Radio announcements; TV panel discussions; press releases; and information dissemination for awareness creation. Moreover, in 2005 Tanzania hosted the 9th ODSONET/AF Joint meeting for English and French speaking African countries and the Green Customs Initiative and Journalist workshop that were supported by UNEP.

Plan of action

94. The NOU is responsible for coordination and monitoring implementation of the Institutional Strengthening project in the context of the Country Programme for phasing out ODS that was approved in 1997. In the envisioned 3rd phase of the project the NOU will: continue to promote awareness on Ozone issues in order to sustain interventions made since 1997; implement the Update Refrigerants Management Plan activities, such as training of customs officers and technicians; undertake consultations with importers and relevant stakeholders and surveys of ODS and related equipment; and carry out activities to strengthen control of ODS importation and consumption. Tanzania met the 1999 freeze and the 2005 CFCs reduction by 50%. It is expected that by continuing institutional strengthening activities 85% reduction of CFCs consumption will be achieved in 2007.

Togo: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile	
Implementing Agency:	UNEP
Amount previously approved for institutional strengthening (US \$)	
Phase I: Nov. 1997	70,000
Phase II: July 2002	60,667
Phase III: Dec. 2004	60,667
Total	191,334
Amount requested for renewal of Phase IV (US \$):	60,666
Amount recommended for approval for Phase IV (US \$)	60,666
Agency support costs (US \$)	0
Total cost of institutional strengthening Phase IV to the Multilateral Fund (US \$)	60,666
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase IV at US \$12.1/kg (ODP tonnes)	N/A
Date of approval of country programme	July 1995
ODS consumption reported in country programme (1998), (ODP tonnes)	33.9
Latest reported ODS consumption (2005) (ODP tonnes)	21.7
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	39.8
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.0
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	0.0

Latest consumption of controlled substances 2005 (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs)	18.6
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	3.1
(f) Annex E (Methyl bromide)	0.0
Amount approved for projects (US \$)	760,901
Amount disbursed (as at April 2006) (US \$):	487,897
ODS to be phased out (ODP tonnes)	13.3
ODS phased out (as at April 2006) (ODP tonnes)	4.0

95. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		<u>US \$</u>
(a)	Investment projects	432,225
(b)	Institutional strengthening (including agency support cost)	200,434
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	128,242
	Total:	760,901

Progress report

96. The phase III of the Institutional Strengthening Project for Togo has been implemented successfully and achieved all its expected goals. During the period under review, the activities implemented by the NOU allowed Togo to meet its 50 per cent reduction of CFC consumption and continued IS work will allow the country to meet the 85% reduction of CFCs consumption by 2007. It updated the regulations on the control of ODS imports, and trained Customs officers to allow them to better identify ODS in the borders. The country has also continued its awareness programme at national level to sensitise the public on the need to phase out ODS;

Plan of action

97. The National Ozone Unit of Togo is well established in the government structure and Montreal Protocol issues receive good attention from the decision makers with the permanent Secretary being the officer focal of the Montreal Protocol. During the next period, the NOU will:

- (a) Coordinate the enforcement of ODS regulation;
- (b) Complete the remaining RPM activities, and monitor the success of these activities;
- (c) Coordinate the preparation and implementation of a TPMP;
- (d) Collect data and reports to the different Secretariats and will regularly attend all Ozone related meetings; and
- (e) Coordinate awareness raising activities through various media and conferences in schools and campuses, including celebration of Ozone day.

Tuvalu: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile	
Implementing Agency:	UNEP
Amount previously approved for institutional strengthening (US \$)	
Phase I: March 2002	17,500
Total	17,500
Amount requested for renewal Phase II (year 1) (US \$):	7,583
Amount recommended for approval for Phase II (year 1) (US \$)	7,583
Agency support costs (US \$)	0
Total cost of institutional strengthening Phase II to the Multilateral Fund (US \$)	7,583
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase II at US \$12.1/kg (ODP tonnes)	N/A
Date of approval of country programme	March 2002
ODS consumption reported in country programme (1998), (ODP tonnes)	0.2
Latest reported ODS consumption (2005) (ODP tonnes)	0
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	0.3
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.0
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	0.0
Latest consumption of controlled substances 2005 (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs)	0.0
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	0.0
(f) Annex E (Methyl bromide)	0.0
Amount approved for projects (US \$)	63,830
Amount disbursed (as at April 2006) (US \$):	43,808
ODS to be phased out (ODP tonnes)	0
ODS phased out (as at April 2006) (ODP tonnes)	0

98. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		<u>US \$</u>
(a)	Investment projects	0
(b)	Institutional strengthening (including agency support cost)	17,500
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	46,330
	Total:	63,830

Progress report

99. The implementation of the first phase of the Institutional Strengthening Project in Tuvalu was satisfactory. During this phase, National Compliance Centre was established and with a full time staff for the operation. The country was able to conduct the training programme for technicians in August and November 2003. Finally, all reports due were submitted in time to the MFS, Ozone Secretariat and UNEP.

Plan of action

100. The National Ozone Unit is located at the Department of Environment in Tuvalu. The Ozone Unit is responsible for coordinating all ODS phase-out activities, assisting in preparing training courses, maintaining good ties with representatives of other ministries, industry and other stakeholders. During the next phase (phase 3, Jan 2007 to Jan 2009) the objectives are:

- (a) To establish the ODS Regulations and licensing system;
- (b) To conduct training programme for Customs Officers and Refrigeration technicians;
- (c) To conduct awareness programme to public and primary and secondary schools;
- (d) To promote use substitutes and alternative technologies and consideration of tax incentives;
- (e) To ban on new installation and equipment using controlled ODS; and
- (f) To establish a monitoring system to collect and report data on ODS import and exports.

Zimbabwe: Renewal of institutional strengthening

Summary of the Project and Country Profile	
Implementing Agency:	UNEP
Amount previously approved by institutional strengthening (US \$)	
Phase I: July 1994	171,050
Phase II: July 1999	114,033
Phase III: July 2000	114,033
Phase IV: July 2004	148,242
Total	547,358
Amount requested for renewal (Phase V) (US \$):	148,242
Amount recommended for approval for Phase V (US \$)	148,242
Agency support costs (US \$)	0
Total cost of institutional strengthening Phase V to the Multilateral Fund (US \$)	148,242
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase V at US \$12.1/kg (ODP tonnes)	12.2
Date of approval of country programme	July 1994
ODS consumption reported in country programme (1993), (ODP tonnes)	145.0
Latest reported ODS consumption (2005) (ODP tonnes)	215.92
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	451.4
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	1.5
© Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	11.6
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.0
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	557.0

Annex I

Latest consumption of controlled substances 2005 (ODP tonnes)	
(a) Annex A Group I (CFCs)	49.0
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	3.5
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex C Group I (HCFCs)	8.0
(f) Annex E (Methyl bromide)	155.4
Amount approved for projects (US \$)	6,072,747
Amount disbursed (as at April 2006) (US \$):	3,782,054
ODS to be phased out (ODP tonnes)	276.8
ODS phased out (as at April 2006) (ODP tonnes)	213.5

101. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

		<u>US \$</u>
(a)	Investment projects	4,962,204
(b)	Institutional strengthening (including agency support cost)	599,243
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects	511,300
	Total:	6,072,747

Progress report

102. The implementation of the Montreal Protocol activities in Zimbabwe is ongoing successfully. During the period reported, Zimbabwe met the 50% CFC reduction target and it is expected that by continuing with the ongoing activities the country will achieve the 100% phase-out by 2010. However the country reported consumption of carbon tetrachloride and methyl chloroform in excess of Protocol's requirement, and activities for the next phase are being planned to ensure that the country returns to compliance. Zimbabwe is also currently implementing the required activities under CFC terminal phase out management plan. The NOU implemented ODS regulations through the enforcement of licensing and quota system. The NOU embarked on an awareness programme, trained Customs officers, Police Officers and refrigeration technicians and implemented recovery & recycling project.

Plan of action

103. The NOU is a responsible authority for coordination of the implementation of the IS programme and for monitoring of the implementation of the CFC terminal phase out plan in the Ministry of Environment and Tourism. The NOU of Zimbabwe will continue with the implementation of CFC terminal phase out plan and complete implementation of total phase out of methyl bromide in tobacco industry. The country will endeavour to implement its Action Plan to ensure immediate return to compliance with carbon tetrachloride and methyl chloroform consumption. The NOU will continue with the training programme for the technicians in the refrigeration sector. Training of newly recruited and remaining customs officers to support the implementation and enforcement of ODS regulations is expected to go on. The NOU will continue awareness raising programme through mass media, NGOs, workshops, and distribution of awareness materials such as news papers, brochures, pamphlets and others to the industry and other stakeholders.

Annexe II**OPINIONS EXPRIMEES PAR LE COMITE EXECUTIF AU SUJET DES
RENOUVELLEMENTS DE PROJETS DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS
PROPOSES A LA 50^e REUNION***Commonwealth des Bahamas*

1. Le Comité exécutif a pris connaissance du rapport accompagnant la demande de prolongation du projet de renforcement des institutions des Bahamas et prend note avec satisfaction du fait que les Bahamas ont communiqué au Secrétariat de l'ozone en 2005 des données qui révèlent que les Bahamas respectent les étapes visant à éliminer la consommation de CFC dans les délais prévus. Les Bahamas ont pris des mesures importantes visant l'élimination de leur consommation de CFC, y compris la rationalisation de la gestion du plan de gestion de l'élimination finale (PGEF) et l'adoption d'un projet de loi pour une « Loi visant à donner effet à la mise en oeuvre du Protocole de Montréal ». Le Comité exécutif est confiant que, au cours des deux prochaines années, les Bahamas poursuivront la mise en oeuvre de leur programme de pays et des activités du PGEF et réussiront à éliminer leur consommation de CFC dans les délais prévus.

Burkina Faso

2. Le Comité exécutif a pris connaissance du rapport accompagnant la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions pour le Burkina Faso et prend note avec satisfaction du fait que le pays a communiqué au Secrétariat de l'ozone ses données pour 2005 qui révèlent que la consommation de CFC du pays en 2005 est substantiellement inférieure à l'objectif de réduction visé de 50 %. Le Comité exécutif est donc confiant que, au cours des deux prochaines années, le Burkina Faso poursuivra la mise en oeuvre de son programme de pays et de ses activités connexes et connaîtra énormément de succès dans l'élimination totale de sa consommation de SAO en avance sur le calendrier d'élimination du Protocole de Montréal.

République du Burundi

3. Le Comité exécutif a pris connaissance du rapport accompagnant la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions du Burundi et prend note avec satisfaction du fait que le pays a communiqué au Secrétariat de l'ozone ses données pour 2005 qui révèlent que la consommation de CFC du pays en 2005 a dépassé l'objectif de réduction visé de 50 % et qu'elle est très inférieure à la réduction de 85 % requise en 2007. Le Comité exécutif espère donc que, au cours des deux prochaines années, le Burundi poursuivra ses efforts louables avec beaucoup de succès et qu'il réalisera l'élimination totale de sa consommation de SAO en avance sur le calendrier d'élimination du Protocole de Montréal.

République du Cap-Vert

4. Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions du Cap-Vert et prend note avec préoccupation du fait que le Cap-Vert a communiqué au Secrétariat de l'ozone pour 2005 des données sur la consommation de CFC qui sont supérieures à 50 % de sa consommation de base et que le Cap-Vert semble être en situation possible de non-conformité en ce qui a trait à ses obligations visant à réduire sa consommation de CFC en vertu du Protocole de Montréal. Toutefois, le Comité exécutif prend note que le Cap-Vert a pris des mesures importantes afin d'éliminer sa consommation de CFC, y compris l'approbation par l'Assemblée nationale d'un décret visant à réglementer l'importation de SAO, la sensibilisation du public en collaboration avec les importateurs et les associations de réfrigération, et la préparation des activités de formation des agents de douane et des techniciens en réfrigération. Le Comité exécutif apprécie énormément les efforts du Cap-Vert visant à réduire sa consommation de CFC et s'attend, au cours des années qui viennent, à ce qu'il poursuive ses efforts et accélère l'élimination de sa consommation de CFC.

République du Tchad

5. Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions du Tchad et prend note avec préoccupation du fait que, au début d'octobre 2006, le Tchad n'a pas présenté au Secrétariat du Fonds multilatéral ni au Secrétariat de l'ozone ses données sur sa consommation en 2005 afin de permettre une évaluation éclairée de ses progrès visant à respecter ses obligations en matière d'élimination des SAO. Néanmoins, le Comité exécutif est conscient du progrès réalisé par le Tchad au cours de l'année précédente lorsque les données que le pays avait communiquées au Secrétariat de l'ozone indiquaient un niveau de consommation inférieur à la limite d'élimination de 50 % de la consommation de CFC. Le Comité exécutif espère que, au cours des deux prochaines années, le Tchad poursuivra la mise en oeuvre de son programme de pays et de ses activités du plan de gestion des frigorigènes avec grand succès et qu'il mettra sur les progrès que le pays semble avoir réalisés afin de permettre d'autres réductions de sa consommation de CFC. Le Comité s'attend aussi à ce que la Guinée soit en mesure de remplir des obligations en matière de présentation de données dans les délais prévus.

Îles Cook

6. Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de prolongation du projet de renforcement des institutions des îles Cook et prend note avec satisfaction du fait que les îles Cook ont communiqué au Secrétariat de l'ozone leurs données sur la consommation en 2005 qui indiquent que les îles Cook, comme pour les deux années précédentes, ont déclaré n'avoir aucune consommation de SAO et qu'elles semblent donc avoir complètement éliminé cette consommation. Le Comité exécutif espère donc que, au cours des deux prochaines années, les îles Cook poursuivront leurs réalisations et maintiendront les progrès en matière d'élimination totale enregistrés depuis trois ans.

Commonwealth de la Dominique

7. Le Comité exécutif a pris connaissance du rapport accompagnant la demande de prolongation du projet de renforcement des institutions de la Dominique et prend note avec préoccupation que la Dominique a communiqué au Secrétariat de l'ozone ses données qui indiquent que son niveau de consommation de CFC en 2005 a dépassé la quantité maximale admissible en vertu du Protocole de Montréal pour cette année. Néanmoins, le Comité exécutif prend note avec satisfaction des mesures prises par la Dominique afin de corriger sa situation de non-conformité possible grâce à un plan d'action pour examen par le comité de mise en oeuvre. Le Comité exécutif prend note des progrès réalisés en ce qui a trait à la mise en oeuvre du plan de gestion des frigorigènes (PGF) de la Dominique et des activités importantes prévues au cours de la prochaine phase du projet de renforcement des institutions afin d'assurer sa conformité aux calendriers actuels et subséquent pour l'élimination des CFC. Le Comité exécutif espère que, au cours des deux prochaines années, la mise en oeuvre des activités du plan de gestion de la Dominique en vue de l'élimination finale (PGEF) connaîtra un grand succès et fera en sorte d'assurer sa conformité aux calendriers de réduction des CFC du Protocole de Montréal.

République fédérale démocratique d'Éthiopie

8. Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions de l'Éthiopie et prend note avec satisfaction du fait que l'Éthiopie a pris des mesures importantes pour éliminer sa consommation et qu'elle a pu ainsi réduire de 50 % sa consommation de CFC. Dans sa présentation, l'Éthiopie fait état en particulier qu'elle a pris des mesures importantes afin de réduire de 85 % sa consommation de CFC en 2007, y compris l'établissement d'un système d'autorisation pour l'importation de SAO, la formation d'agents de douane et de techniciens en réfrigération et, l'établissement d'un centre de récupération et de recyclage. Le Comité exécutif s'attend à ce que, au cours des deux prochaines années, l'Éthiopie poursuive la mise en oeuvre du système d'autorisation, et qu'elle utilise l'assistance technique reçue et mette en oeuvre ses programmes ne portant pas sur des investissements avec grand succès, et qu'ainsi elle maintienne et renforce ses niveaux actuels de réduction de sa consommation de SAO.

République des Fidji

9. Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de prolongation du projet de renforcement des institutions de Fidji et prend note avec satisfaction que Fidji a communiqué au Secrétariat de l'ozone ses données sur la consommation en 2005 qui indiquent que Fidji a constamment déclaré aucune consommation de CFC depuis plus de cinq ans, ce qui indique que, si Fidji continue dans cette voie au cours des deux prochaines années, elle aura éliminé sa consommation de CFC en avance. Le Comité exécutif prend aussi note que Fidji a pris des mesures importantes pour éliminer sa consommation de bromure de méthyle, car elle a réalisé l'objectif de consommation pour 2005 convenu avec les Parties au Protocole de Montréal. Le Comité exécutif espère que, au cours des deux prochaines années, Fidji poursuivra la mise en oeuvre de son programme de pays et de ses activités avec grand succès et que, comme pour la consommation de CFC, elle réalisera aussi l'élimination totale de sa consommation de bromure de méthyle.

République gabonaise

10. Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions du Gabon et prend note avec satisfaction que le Gabon a communiqué au Secrétariat de l'ozone ses données sur la consommation de 2005 qui indiquent que le pays a réduit sa consommation de CFC au-delà de l'objectif de réduction de 50 % pour 2005 et qu'il semble être sur la bonne voie pour réaliser l'objectif de réduction de 85 % pour 2007, et aussi maintenir la consommation des autres SAO à zéro. Le Comité exécutif espère que, au cours des deux prochaines années, le Gabon poursuivra les activités de mise en oeuvre de son programme de pays avec grand succès et réalisera l'élimination totale de sa consommation de SAO, tel que l'indique son plan d'action.

Grenade

11. Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de prolongation du projet de renforcement des institutions de la Grenade et prend note avec satisfaction que la Grenade a communiqué au Secrétariat de l'ozone ses données sur la consommation en 2005 qui indiquent que le pays a réduit sa consommation de CFC au-delà de l'objectif de réduction de 85 % de sa consommation de CFC établi pour 2007 et que la Grenade semble ainsi être sur la bonne voie pour réaliser l'élimination totale de sa consommation de CFC. La Grenade a pris des mesures importantes pour éliminer sa consommation de CFC. Le Comité exécutif espère que, au cours des deux prochaines années, la Grenade poursuivra les activités de mise en oeuvre de son programme de pays avec grand succès et réalisera l'élimination totale de sa consommation restante de CFC en avance sur le calendrier.

République de Guinée

12. Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions pour la Guinée et prend note avec préoccupation du fait que, au début d'octobre 2006, la Guinée n'avait pas encore communiqué au Secrétariat du Fonds multilatéral ni au Secrétariat de l'ozone ses données sur sa consommation en 2005 afin de permettre une évaluation éclairée de ses progrès visant à respecter ses obligations en matière d'élimination des SAO. Néanmoins, le Comité exécutif est conscient des progrès réalisés par la Guinée au cours de l'année précédente, lorsque ses données communiquées au Secrétariat de l'ozone ont indiqué un niveau de consommation très inférieur à la limite d'élimination de 50 % de la consommation de CFC. Le Comité exécutif espère que, au cours des deux prochaines années, la Guinée poursuivra la mise en oeuvre de son programme de pays et de ses activités du plan de gestion des frigorigènes avec grand succès et renforcera les progrès que la Guinée semble avoir réalisés afin de permettre d'autres réductions de sa consommation de CFC. Le Comité s'attend aussi à ce que la Guinée soit en mesure de remplir ses obligations en matière de présentation de rapports dans les délais prévus.

République de Guinée-Bissau

13. Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions de la Guinée-Bissau et prend note avec

préoccupation du fait que, au début d'octobre 2006, la Guinée-Bissau n'avait pas encore communiqué au Secrétariat du Fonds multilatéral ni au Secrétariat de l'ozone ses données sur la consommation de 2005 afin de permettre une évaluation éclairée de ses progrès visant à respecter ses obligations en matière d'élimination des SAO. Néanmoins, le Comité exécutif prend note que la Guinée-Bissau a pris, pour éliminer sa consommation de SAO au cours de la période couverte par le projet de renforcement des institutions, des mesures importantes qui pourraient lui permettre de respecter ses objectifs d'élimination de la consommation de CFC de 2005 en vertu du plan d'action convenu à la XVI^e réunion des Parties au Protocole de Montréal (Décision XVI/24). Le Comité exécutif s'attend à ce que, au cours des deux prochaines années, la Guinée-Bissau poursuive la mise en oeuvre du système d'autorisation, du programme incitatif, de la formation et d'autres activités du plan de gestion des frigorigènes avec grand succès afin de pouvoir réaliser d'autres réductions de sa consommation de CFC. Le Comité exécutif espère que la Guinée-Bissau sera en mesure de remplir ses obligations en matière de présentation de rapports dans les délais prévus.

République d'Haïti

14. Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions d'Haïti et prend note avec satisfaction qu'Haïti a communiqué au Secrétariat de l'ozone ses données sur sa consommation en 2005 qui indiquent que la partie était en conformité avec les mesures de réduction de toutes les substances réglementées. Le Comité exécutif reconnaît avec satisfaction qu'Haïti a formé des groupes de travail particuliers pour s'occuper de la ratification de l'Amendement de Beijing au Protocole de Montréal et aussi pour la mise en oeuvre d'un système d'autorisation des importations et des exportations de SAO. Le Comité exécutif prend aussi note que le pays s'est engagé à réaliser l'élimination totale des SAO dans le respect des échéanciers établis. Grâce aux activités planifiées à la prochaine phase, le Comité exécutif espère qu'Haïti continuera sa lancée afin d'éliminer complètement sa consommation de SAO.

République du Honduras

15. Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions du Honduras et prend note avec satisfaction que le pays est en conformité avec les mesures de réduction pour toutes les substances réglementées, conformément à son plan d'action spécial. Le Comité exécutif reconnaît avec satisfaction que le Honduras a formé un comité directeur national pour traiter l'élimination des SAO au niveau national, pour contrôler le commerce des SAO et pour adopter des solutions de remplacement au bromure de méthyle, principalement dans le secteur des melons. Le Comité exécutif prend aussi note que le Honduras s'est engagé à réaliser l'élimination totale des SAO en respectant les échéanciers établis. Grâce aux activités planifiées à la prochaine phase, le Comité exécutif espère que, au cours des deux prochaines années, le Honduras continuera d'éliminer les SAO avec grand succès et recommande par conséquent le renouvellement du projet de renforcement des institutions pour deux autres années.

République kirghize

16. Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de prolongation du projet de renforcement des institutions du Kirghizistan et prend note avec satisfaction que le Kirghizistan a communiqué au Secrétariat de l'ozone ses données sur la consommation de 2005 qui indiquent que le pays a réduit sa consommation de CFC au-delà de l'objectif de réduction de 85 % de la consommation de CFC établi pour 2007 et le Kirghizistan semble donc être sur la bonne voie pour éliminer totalement sa consommation de CFC. Le Kirghizistan a pris des mesures importantes pour éliminer les autres SAO qu'il consomme. En particulier, le Comité exécutif prend note avec satisfaction que les données communiquées pour 2005 indiquent que la consommation de halons était nulle au pays en 2005 et qu'il est ainsi possible que le pays ne soit plus en situation de non-conformité (Décision XVII/36). Le Comité exécutif espère que, au cours des deux prochaines années, le Kirghizistan poursuivra les activités de mise en oeuvre de son programme de pays avec grand succès et maintiendra sa lancée jusqu'à maintenant afin de réaliser l'élimination totale de sa consommation de CFC.

République populaire démocratique du Laos

17. Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de prolongation du projet de renforcement des institutions du Laos et prend note avec préoccupation du fait que, au début d'octobre 2006, le Laos n'avait pas encore communiqué au Secrétariat du Fonds multilatéral ni au Secrétariat de l'ozone les données de sa consommation en 2005 afin de permettre une évaluation éclairée de ses progrès visant à respecter ses obligations en matière d'élimination des SAO. Néanmoins, le Laos a pris des mesures importantes afin d'éliminer sa consommation de SAO, y compris la formation of techniciens en réfrigération et la sensibilisation du public, et il semble sur la bonne voie pour éliminer sa consommation de CFC dans le respect du calendrier. Le Comité exécutif espère que, au cours des deux prochaines années, le Laos poursuivra les activités de mise en oeuvre de son programme de pays avec grand succès afin de réduire sa consommation de CFC. Le Comité s'attend aussi à ce que le Laos soit en mesure de respecter ses obligations en matière de présentation de rapports dans les délais prévus.

République des Maldives

18. Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de prolongation du projet de renforcement des institutions des Maldives et prend note avec satisfaction que les Maldives ont communiqué au Secrétariat de l'ozone ses données sur la consommation en 2005 qui indiquent qu'aucun CFC n'a été consommé depuis trois ans et que les Maldives semblent avoir maintenu l'élimination totale de leur consommation de CFC et leur retour à la conformité après avoir été en situation de non-conformité (Décision XV/37). Le Comité exécutif espère que, au cours des deux prochaines années, la mise en oeuvre des activités du programme de pays des Maldives se poursuivra avec grand succès afin de réaliser l'élimination totale.

République du Mali

19. Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions du Mali et prend note avec préoccupation du fait que, au début d'octobre 2006, le Mali n'avait pas encore communiqué au Secrétariat du Fonds multilatéral ni au Secrétariat de l'ozone ses données sur sa consommation en 2005 afin de permettre une évaluation éclairée de ses progrès visant à respecter ses obligations en matière d'élimination des SAO. Toutefois le Comité exécutif est conscient des réalisations du Mali au cours des années précédentes, car le pays avait, au cours de la période 2000-2004, réduit sa consommation de CFC bien au-delà des niveaux de réduction de 50 % requis en 2005. Le Comité exécutif espère que, au cours des deux prochaines années, le Mali poursuivra la mise en oeuvre de son programme de pays et des activités connexes avec grand succès afin de permettre au pays d'éliminer complètement sa consommation de SAO en avance sur le calendrier d'élimination du Protocole de Montréal tel que prévu. Le Comité s'attend aussi à ce que le Mali soit en mesure de remplir ses obligations en matière de présentation de rapports dans les délais prévus.

République des îles Marshall

20. Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de prolongation du projet de renforcement des institutions pour les îles Marshall et prend note avec satisfaction que les îles Marshall ont communiqué au Secrétariat de l'ozone ses données sur la consommation en 2005 qui indiquent que le pays a réduit sa consommation de CFC au-delà de l'objectif de réduction de 85 % de la consommation de CFC pour 2007 et les îles Marshall semble ainsi se diriger vers l'élimination totale de leur consommation de CFC. Le Comité exécutif espère que, au cours des deux prochaines années, les îles Marshall poursuivront les activités de mise en oeuvre de leur programme de pays avec grand succès et réaliseront l'élimination totale de la consommation de CFC.

Mongolie

21. Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions de Mongolie et prend note avec satisfaction que la Mongolie a communiqué au Secrétariat de l'ozone ses données sur la consommation en 2005 qui indiquent que le pays a réduit sa consommation de CFC au-delà de l'objectif de réduction de 50 % pour 2005. Le Comité exécutif prend note que la Mongolie a pris des mesures importantes pour éliminer sa consommation de CFC, y compris l'interdiction de l'importation d'équipements contenant des SAO, et une application plus stricte du système d'autorisation qui limitera les contingents d'importation de CFC pour 2005 à 3,73 tonnes PAO, le même que la consommation de la Mongolie pour l'année. Le Comité exécutif espère que, au cours des deux prochaines années, la Mongolie poursuivra la mise en oeuvre de son programme de pays et des importantes mesures de réglementation avec grand succès afin de réduire rapidement sa consommation de CFC.

République du Mozambique

22. Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de prolongation du projet de renforcement des institutions pour le Mozambique et prend note avec satisfaction que le Mozambique a communiqué au Secrétariat de l'ozone ses données sur la consommation de 2005 qui indiquent que le pays a considérablement réduit sa consommation de CFC au-delà de l'objectif de réduction de 85 % de la consommation de CFC pour 2007 et le Mozambique semble ainsi sur la bonne voie qui lui permettra de réaliser l'élimination totale de sa consommation de CFC. Le Comité exécutif prend note des mesures importantes entreprises par le Mozambique pour éliminer sa consommation de SAO, y compris l'édiction de règlements en matière de SAO qui prévoient des mesures visant l'importation de SAO par le truchement d'un système d'autorisation et de contingentements et la formation d'agents de douane et de techniciens en réfrigération qui semblent avoir entraîné des réductions importantes de sa consommation. Le Comité exécutif apprécie les efforts du Mozambique visant à réduire la consommation de SAO et à revenir à la conformité en matière de présentation de rapports. Il s'attend à ce que, au cours des deux prochaines années, le Mozambique achève la mise en oeuvre de son PGF mis à jour et amorce la mise en oeuvre de l'élimination finale des CFC afin de maintenir et d'assurer l'élimination totale rapide de sa consommation restante de CFC.

République de Nauru

23. Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de prolongation du projet de renforcement des institutions de Nauru et prend note avec satisfaction que Nauru a communiqué au Secrétariat de l'ozone ses données sur la consommation en 2005 qui indiquent que le pays a réduit sa consommation de CFC de beaucoup plus que l'objectif de réduction de 85 % de la consommation de CFC pour 2007, et Nauru semble donc être sur la bonne voie pour réaliser l'élimination totale de sa consommation de CFC. Le Comité exécutif espère que, au cours des deux prochaines années, Nauru poursuivra sa lancée et récoltera un grand succès grâce à la mise en oeuvre de ses activités restantes dans le cadre de la stratégie régionale, et qu'elle réalisera l'élimination totale de sa consommation de CFC.

Royaume du Népal

24. Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de prolongation du projet de renforcement des institutions du Népal et prend note avec satisfaction que, conformément à son engagement envers les Parties au Protocole de Montréal dans le cadre de la Décision XVI/27, le Népal a mis sur son marché intérieur, à partir des stocks de CFC saisis, une quantité inférieure de CFC au niveau convenu dans son plan. Le Népal a aussi pris des mesures importantes afin de contrôler et d'éliminer sa consommation de CFC, y compris l'amélioration de la coordination transfrontières avec les pays voisins producteurs de CFC (Chine et Inde), la sensibilisation des importateurs d'équipements de réfrigération et de climatisation, et le contrôle de ces importations. Le Comité exécutif espère que, au cours des deux prochaines années, le Népal poursuivra la mise en oeuvre de son programme de pays et des mesures de contrôle critiques avec grand succès dans le cadre de l'élimination de sa consommation de CFC.

Nioué

25. Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions de Nioué et prend note avec préoccupation du fait que, au début d'octobre 2006, Nioué n'avait pas encore communiqué au Secrétariat du Fonds multilatéral ni au Secrétariat de l'ozone ses données sur la consommation en 2005 afin de permettre une évaluation éclairée de ses progrès visant à respecter ses obligations en matière d'élimination des SAO. Néanmoins, le Comité exécutif est conscient des progrès de Nioué au cours des deux années précédentes lorsqu'elle a communiqué au Secrétariat de l'ozone n'avoir aucune consommation de CFC. Nioué a pris des mesures importantes pour éliminer sa consommation de CFC. Le Comité exécutif espère que, au cours des deux prochaines années, Nioué poursuivra la mise en oeuvre de son programme de pays et de sa stratégie régionale avec grand succès et qu'elle réalisera l'élimination totale de sa consommation de CFC.

République rwandaise

26. Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions du Rwanda et prend note avec satisfaction que le Rwanda a pris des mesures importantes pour éliminer sa consommation de SAO au cours de la période couverte par le projet de renforcement des institutions, et il a donc communiqué au Secrétariat de l'ozone ses données sur la consommation en 2005 qui indiquent que son niveau de consommation de CFC en 2005 était sous le niveau requis de réduction 50 %. Le Comité exécutif s'attend à ce que, au cours des deux prochaines années, le Rwanda poursuive la mise en oeuvre du système d'autorisation, élabore un plan d'élimination finale des CFC, et d'autres programmes ne portant pas sur des investissements pour permettre d'éliminer la consommation restante de CFC dans les délais prévus.

Saint-Vincent-et-les Grenadines

27. Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de prolongation du projet de renforcement des institutions de Saint-Vincent-et-les Grenadines et prend note avec satisfaction que Saint-Vincent-et-les Grenadines a communiqué au Secrétariat de l'ozone ses données sur la consommation de 2005 qui indiquent que la consommation de CFC en 2005 était inférieur au niveau convenu dans le cadre de son plan d'action (Décision XVI/30). Le Comité exécutif prend aussi note des mesures prises afin de contrôler la consommation de CFC, y compris un système d'autorisation et de contingentement réglementant strictement les importations de CFC et l'établissement d'une base de données des SAO. Le Comité exécutif espère que, au cours des deux prochaines années, Saint-Vincent-et-les Grenadines poursuivra la mise en oeuvre de son PGEF et ses activités de réglementation des importations de CFC avec grand succès afin de réduire encore davantage sa consommation de CFC.

République démocratique des Sao Tomé-et-Principe

28. Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions de Sao Tomé-et-Principe et prend note que Sao Tomé-et-Principe a communiqué au Secrétariat de l'ozone ses données sur la

consommation pour 2003-2005 et que le pays est donc en conformité avec les exigences en matière de déclaration des données. Le Comité prend aussi note avec satisfaction que la consommation de CFC de SAO Tomé-et-Principe en 2005 est inférieure à l'objectif de réduction de 50 % et que le pays semble être en conformité avec l'exigence de réduction de 50 %. Le Comité exécutif espère que, au cours des deux prochaines années, grâce aux activités de mise en oeuvre de son programme de pays, Sao Tomé-et-Principe continuera de respecter les mesures de réglementation.

République du Suriname

29. Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de prolongation du projet de renforcement des institutions du Suriname et prend note avec satisfaction que le Suriname a communiqué au Secrétariat de l'ozone ses données sur la consommation de 2005 qui indiquent que le pays a réduit sa consommation de CFC bien au-delà de l'objectif de réduction de 50 % de la consommation de CFC pour 2005 et semble être sur la bonne voie pour réaliser la réduction de 85 % établie pour 2007. Le Suriname a pris des mesures importantes pour éliminer sa consommation de CFC, y compris l'inclusion de mesures de réglementation des SAO dans les règlements en matière d'importation et d'exportation au pays et la mise en oeuvre de tous les éléments de son PGF. Le Comité exécutif espère que, au cours des deux prochaines années, le Suriname poursuivra les activités de mise en oeuvre de son programme de pays avec grand succès en vue de l'élimination de sa consommation restante de CFC.

République-Unie de Tanzanie

30. Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions de la Tanzanie et prend note avec satisfaction du fait que la Tanzanie a pris des mesures importantes pour éliminer sa consommation de SAO au cours de la période couverte par le projet de renforcement des institutions et a réduit sa consommation de CFC au-delà de l'objectif de réduction de 50 % de la consommation. Plus précisément dans sa présentation, la Tanzanie indique qu'elle a pris des initiatives importantes, notamment la ratification du Protocole de Montréal et de tous ses Amendements, qu'elle en est à un stade avancé en matière d'introduction des importations de SAO par le truchement d'un système d'autorisation, de la formation d'agents de douane et de techniciens en réfrigération, et de l'établissement d'un centre de récupération et de recyclage. Toutefois, le Comité exécutif prend note avec préoccupation que le rapport sur les données de consommation de la Tanzanie en 2005 indique qu'elle pourrait se trouver en situation possible de non-conformité. La Tanzanie n'avait pas encore au début d'octobre communiqué au Secrétariat du Fonds multilatéral ses données sur la mise en oeuvre de son programme de pays. Le Comité exécutif s'attend à ce que, au cours des deux prochaines années, la Tanzanie poursuive les activités de son programme de pays avec grand succès afin de réduire sa consommation de CFC et de CTC afin de s'assurer de respecter dans les délais prévus ses obligations en matière de présentation de rapports.

République togolaise

31. Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions du Togo et prend note avec satisfaction que le Togo a communiqué au Secrétariat de l'ozone ses données qui indiquent que le pays est en conformité avec le calendrier d'élimination de 50 % de sa consommation de CFC. Le Comité exécutif espère que, au cours des deux prochaines années, le Togo poursuivra la mise en oeuvre de son programme de pays et des activités de son plan de gestion des frigorigènes avec grand succès et pourra réduire encore davantage sa consommation de CFC afin de demeurer en conformité avec les mesures de réduction subséquentes.

Tuvalu

32. Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de prolongation du projet de renforcement des institutions de Tuvalu et prend note avec satisfaction que Tuvalu a communiqué au Secrétariat de l'ozone ses données sur la consommation en 2005 qui indiquent une tendance continue sans aucune consommation de CFC depuis l'année 2000 qui indiquent que, si cette tendance se poursuit à Tuvalu au cours des deux années suivantes, il aurait maintenu l'élimination rapide de sa consommation de CFC. Le Comité exécutif espère que, au cours des deux prochaines années, Tuvalu poursuivra les activités de mise en oeuvre de son programme de pays et sa stratégie régionale grand succès afin de continuer à maintenir l'élimination de sa consommation de CFC.

République du Zimbabwe

33. Le Comité exécutif a pris connaissance de l'information accompagnant la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions du Zimbabwe et prend note avec satisfaction du fait que le Zimbabwe a communiqué au Secrétariat de l'ozone ses données sur la consommation en 2005 qui indiquent que le niveau de sa consommation de CFC était de beaucoup inférieur à l'objectif de réduction de 85 % des CFC établi pour 2007, et que le Zimbabwe semblait être sur la bonne voie vers l'élimination totale de sa consommation de CFC. Toutefois, les données sur la consommation Zimbabwe en 2005 indiquent aussi des niveaux de consommation de CTC et de TCA plus élevés que les niveaux admissibles en 2005, ce qui pourrait placer le pays en situation de non-conformité aux mesures de réglementation. Le Comité exécutif prend note que le Zimbabwe a pris d'importantes initiatives visant à réduire sa consommation de SAO, y compris l'introduction des importations de SAO par le truchement d'un système d'autorisation, la formation d'agents de douane et de techniciens en réfrigération. Le Comité exécutif apprécie les efforts du Zimbabwe et s'attend à ce que, au cours des deux prochaines années, le Zimbabwe poursuive la mise en oeuvre du système d'autorisation et des autres activités planifiées, y compris le plan d'élimination finale des CFC, l'élimination totale du bromure de méthyle dans le secteur du tabac avec grand succès, et maintienne et renforce ses niveaux actuels de réduction des SAO et redevienne en conformité avec les mesures de réglementation en matière de tétrachlorure de carbone et de 1,1,1-trichloroéthane.
